



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE FRANCE



PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

MAITRE D'OUVRAGE

MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR



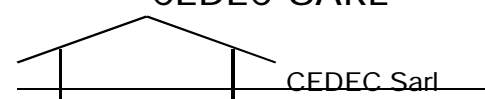
CONDUCTEUR D'OPERATION

DIRECTION DE
L'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE
97 200 Fort de France.

MAITRE D'OEUVRE

Monnet / Le Drian / SCPA
Dervain - van The /
Grontmij SB / CETE /
ROOKE

COORDONNATEUR SPS :
CEDEC SARL



PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.

CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE FRANCE



MAITRE D'OUVRAGE :
MINISTERE DE L'INTERIEUR

80 rue de la République
Immeuble Gallièni
BP 652 - 97263 FORT DE France

CONDUCTEUR D'OPERATION :
Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France.
Morne Desaix
BP 614 - 97261 Fort de France Cedex.

MAITRE D'OEUVRE :
Monnet / Le Drian / SCPA Dervain - van The / Grontmij SB / CETE / ROOKE
68 rue Hoche - 97170 Bagnolet
Le mandataire de ce regroupement est l'architecte Monnet.

Date	Indice	Objet	Phase	Coordonnateur
17/07/2013	01	Création du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.	Conception : phase APS	<u>Rédacteur :</u> Francesco VILLANOVA.
18/11/2014	02	Mise à jour du document	Conception : phase APD	<u>Rédacteur :</u> Francesco VILLANOVA.
19/02/2015	03	Mise à jour du document	Conception : phase DCE	<u>Rédacteur :</u> Francesco VILLANOVA.
25/03/2015	04	Mise à jour du document suivant remarque MOE	Conception : phase DCE	<u>Rédacteur :</u> Francesco VILLANOVA.
25/03/2016	05	Mise à jour du document	Réalisation : phase préparation de chantier.	<u>Rédacteur :</u> Francesco VILLANOVA.
31/01/2018	06	Mise à jour du document	Réalisation : phase réalisation des travaux	<u>Rédacteur :</u> Francesco VILLANOVA.

CE PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DOIT ETRE PARAPHE ET SIGNE PAR TOUTES LES ENTREPRISES AVANT DEMARRAGE DES TRAVAUX (Y COMPRIS SES EVOLUTIONS ULTERIEURES)

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 2 sur 108
---	--	---

SOMMAIRE

0 - PREAMBULE

1. - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	9
1.1. - PRESENTATION DE L'OPERATION	9
1.2. - INTERVENANTS.....	9
1.2.1. - Maître d'ouvrage	9
1.2.2 - Mandataire	9
1.2.3 - Maître d'œuvre.....	9
1.2.4 - Coordinateur de la Sécurité et Protection de la Santé	10
1.2.5 - Titulaires de marchés ou contrats signés	10
1.2.6 - Organismes Institutionnels.....	10
1.2.7 - Secours.....	10
1.2.8 - Concessionnaires.....	11
1.2.9 - Entreprises.....	12
1.3 - DECLARATION PREALABLE	12
1.4 - CISSCT	12

2 - MESURES D'ORGANISATIONS GENERALES DU CHANTIER ARRETEES

PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....	13
2.1 - REPARTITION ET DESCRIPTION DES TRAVAUX PAR LOT	13
2.2 - PLANNING ET PHASAGE DES TRAVAUX.....	13
2.3 - PREPARATION DE CHANTIER	13
2.4 - INSTALLATION DE CHANTIER	15
2.5 - PROTECTIONS INDIVIDUELLES	18
2.6 - IDENTIFICATION ET APTITUDE DU PERSONNEL	20
2.7 - UTILISATION DES ENGINS ET APPAREILS.....	20
2.8 - ECHAFAUDAGE	21
2.9 - SIGNALISATIONS	21
2.10 - CONTRAINTES	23

3 - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISES PAR LE COORDONNATEUR ET LES SUJETIONS

QUI EN DECOULENT	46
3.1 - VOIES, ZONES DE DEPLACEMENTS, CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES.....	46
3.2 - CONDITIONS DE MANUTENTION MATERIEL ET MATERIAUX	47
3.3 - DEFINITION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE.....	50
3.4 - CONDITION DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES	51
3.5 - CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATIERES DANGEREUSES	51
3.6 - UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE.....	52
3.7 - CONCESSIONNAIRES	53
3.8 - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE.....	53

3.9 - PREVENTIONS DES RISQUES DES MALADIES PROFESSIONNELLES.....	53
4 - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A PROXIMITE DU CHANTIER	54
4.1 - TRAVAUX EFFECTUES DANS UN ETABLISSEMENT PAR UNE ENTREPRISE EXTERIEURE	54
4.2 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE LORS DES OPERATIONS DE CONSTRUCTIONS DE GENIE CIVIL OU D'AMENAGEMENTS	55
5 - MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRIETE.....	57
5.1 - NETTOYAGE ET ENTRETIEN DE LA ZONE D'ACCES	57
5.2 - CANTONNEMENT	57
5.3 - NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES ABORDS ET DES CLOTURES.....	57
6 - MESURES COMMUNES D'ORGANISATIONS CONCERNANT LES SECOURS ET EVACUATIONS.....	59
6.2 - POINT DE SECOURS SUR LE SITE.....	59
6.3 - ENREGISTREMENT SUR LE SERVEURS DES POMPIERS	59
6.5 - EXERCICES DE SIMULATION	59
7 - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS	60

PREAMBULE

La présente opération relève des dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 mais également du décret n°2003-68 du 24 janvier 2003. Le Maître d'Ouvrage a donc désigné un « coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé » lors des phases conception et réalisation de l'ouvrage.

Les travaux objets de la présente opération de génie civil relèvent de la première catégorie et par conséquent soumis à l'obligation d'établir un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Définition du PGCSPS :

Le présent PGCSPS, conformément au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 article a pour objet : « définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises ».

Evolution et consultation du PGCSPS :

Conformément au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, ce document contractuel et évolutif sera complété et adapté en fonction du déroulement du chantier et ses modifications seront portées à la connaissance des entreprises.

Il sera tenu sur le chantier et pourra être consulté et servira de document de référence pour l'établissement du Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/1993 et son Décret d'application 94-1159 du 26/12/1994.

Sa vocation est de rassembler, à l'attention des entreprises, toutes les informations utiles à l'hygiène et à la sécurité des personnes pendant la réalisation des travaux.

Le but est de prévenir les risques découlant des activités simultanées de plusieurs intervenants, ou de la succession de leurs activités au même emplacement.

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devez mener cette opération en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte.

Les Principes Généraux de Prévention

Le Maître d'œuvre, le Coordonnateur et les entreprises doivent mettre en œuvre à tout moment les Principes Généraux de prévention :

- a) EVITER les risques;
 - b) EVALUER les risques qui ne peuvent pas être évité,
 - c) COMBATTRE les risques à la source;
 - d) ADAPTER le travail à l'homme (*);
 - e) TENIR COMPTE de l'état d'évolution de la technique;
 - f) REMPLACER ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux;
 - g) PLANIFIER la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants;
 - h) PRENDRE des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle;
 - i) DONNER les instructions appropriées aux travailleurs (*).
- (*) ne concernent que les entreprises.

Il est rappelé que le Code du travail prévoit de lourdes sanctions pour ceux qui ne tiendraient pas compte de ces Principes Généraux de Prévention.

DOCUMENTS PORTES A LA CONNAISSANCE DU COORDONNATEUR SPS

☒ Règlement de la Consultation,

☒ Acte d'engagement,

☒ CCAP,

☒ CCTP,

☐ Bordereau des Prix Unitaires,

☐ Détail Quantitatif et Estimatif,

☒ Plans DCE,

☐ Etudes géotechniques,

☒ Mémoires avant-projet,

☒ Divers : visite du site des travaux.

Ce Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pourra être modifié ou complété au vu des documents complémentaires.

PRINCIPAUX TEXTES LEGISLATIFS DE REFERENCES

Le décret du 8 janvier 1965, modifié par décret du 6 mai 1995, est connu des entrepreneurs et reste applicable.

DIRECTIVES 92/57/CEE DU CONSEIL DU 24 JUIN 1992 Concernant prescriptions minimales de Sécurité et de Santé à mettre en oeuvre sur chantiers temporaires ou mobiles.

LOI Numéro 93-1418 DU 31 DECEMBRE 1993

Modifiant les dispositions du Code du Travail et portant transposition de la Directive 92-57.

DECRET Numéro 94-1159 DU 26 DECEMBRE 1994

Relatif à l'organisation de la Coordination en matière de Sécurité et de protection de la Santé.

ARRETE DU 7 MARS 1995 (JO du 18 mars 1995)

Relatif au contenu de la déclaration préalable.

DECRETS Numéros 95-607 et 95-608 DU 6 MAI 1995 (JO du 7 mai 1995)

Portant sur l'activité des travailleurs indépendants et des employeurs sur les chantiers de BTP.

PROJET D'ARRETE RELATIF à La liste des travaux à risques particuliers: en attendant, application de la liste parue sous la loi 91.1414, arrêté du 19/3/93 (article R237-8 Code du Travail)

CIRCULAIRE DRT Numéro 95/1 du 2 janvier 1995 (TRAVAIL)

En matière de prévention des risques professionnels

CIRCULAIRE DRT Numéro 95/07 (rappelant Décret du 31 mars 1995 I)

Portant sur les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé.

ARRETE DU 24 JUILLET 1995 (JO du 15 août 1995 I)

Portant sur les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé.

ARRETE DU 24 JUILLET 1995 (JO du 10 août 1995 I)

Sur les prescriptions minimales de sécurité et de santé concernant la manutention manuelle des charges.

DECRET 92.958 du 03 septembre 1992 portant la manutention manuelle des charges.

CIRCULAIRE DRT Numéro 96-5 du 10 avril 1996 (TRAVAIL)

Coordination sur les chantiers de bâtiments et de génie-civil

Décret 92-333 du 31 mars 1992

Portant sur les vestiaires, sanitaires et douches

DECRET 65-48 du 08 janvier 1965 modifié concernant l'hygiène et la sécurité dans le B.T.P.

DECRET 79.228 du 20 mars 1979 portant sur la formation à la sécurité.

DECRET 88.1056 du 14 novembre 1988 portant sur la protection des travailleurs contre les dangers électriques.

DECRET 91.1414 du 31 décembre 1991 portant sur la prévention des risques professionnels.

DECRET 92.765 766 767 768 du 29 juillet 1992 portant sur les équipements de travail les moyens de protection et la conduite des engins.

DECRET 93.40 41 du 11 janvier 1993 portant sur l'équipement de travail et les moyens de protection.

Toutes les dispositions du Code du Travail relatives aux travaux de B.T.P.

Les infractions aux prescriptions de chantier seront traitées comme prévu dans le CCAP.

1. - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

1.1. - Présentation de l'opération

L'opération consiste à construire cet hôtel de police de 6 637 m² de surface de plancher de locaux tertiaires et un parc de stationnement aérien de 7 740m² de surface dans œuvre, sur un terrain de 5 735m² sur la commune de Fort de France, entre le boulevard du général De Gaulle, la rue du Général Félix Eboué et la rue Redoute Matouba. Ce terrain fera l'objet de fouilles archéologiques et sera donc remanié après remise en place sans compactage des déblais issus des fouilles.

Ce bâtiment accueillera plusieurs services de la Police Nationale (DDSP, DIPJ, autres) et du public. L'effectif est de 512 agents mais 150 agents uniquement en même temps. Le public représente lui 72 personnes (18 dans le hall, 32 accompagnés et 22 en garde à vue).

L'établissement est classé en ERP de 5ème catégorie et de type W PS.

Un parking pour le personnel de (265 places et un parking public de 21 places) 260 VL et 23 deux-roues et un parking public de 24 VL et 7 deux-roues sont prévus au projet.

Le projet parasismique à structure métallique apparente avec voiles béton en rez de chaussée comprend les terrassements, remblais, réalisation des fondations sur pieux, construction du silo parking personnel en R+5, construction des bureaux en R+4.

La construction de ce nouvel hôtel de police s'inscrira dans une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) tant au niveau des matériaux que de la réalisation du bâtiment en centre-ville à proximité d'un collège et d'habitations.

Les matériaux mis en œuvre à l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents officiels en vigueur à la date de signature du marché. Les travaux seront exécutés en conformité avec les règles professionnelles contenues dans les codes, normes et différents règlements.

1.2. - Intervenants

1.2.1. - Maître d'ouvrage

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) et ordonnateur est M Le Préfet de la Martinique.

L'ordonnateur délégué est le Service Administratif et Technique de la Police Nationale

80 rue de la République

Immeuble Gallièni

BP 652 - 97263 FORT DE France.

1.2.2 - Conducteur d'opération

Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France.

Morne Desaix

BP 614 - 97261 Fort de France Cedex.

1.2.3 - Maître d'œuvre

Monnet / Le Drian / SCPA Dervain - van The / Grontmij SB / CETE / ROOKE

68 rue Hoche - 97170 Bagnolet

Le mandataire de ce regroupement est l'architecte Monnet.

1.2.4 - Coordinateur de la Sécurité et Protection de la Santé

CEDEC Sarl.

BP 102

97 224 - Ducos

Tel : 05 96 68 47 30

Fax : 05 96 68 47 30 E-mail : cedecsarl@gmail.com.

Phases conception et réalisation : Monsieur Francesco VILLANOVA (Sté CEDEC Sarl).

1.2.5 - Titulaires de marchés ou contrats signés

A désigner ultérieurement.

1.2.6 - Organismes Institutionnels

Direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Martinique

Centre Administratif Delgrès

Route de la pointe des sables - BP 653

97 200 Fort de France

Tel : 0596 71 15 00

Fax : 0596 71 15 55

Caisse Générale de Sécurité Sociale de Martinique

Quartier Place d'Armes

97 210 - Le Lamentin cedex 2

Tel : 0596 66 51 31

Fax : 0596 51 54 00

1.2.7 - Secours

SDIS

9 boulevard Adhémar Modock

97 200 Fort De France

Tel : 05 96 71 66 03

Sapeurs pompiers

18 ou 0596 59 05 80

Samu 15

Police

17 ou hôtel de police : 0596 59 40 00

Services Hospitaliers

Centre Hospitalier Universitaire de Fort De France

Centre hospitalier La Meynard

BP 632

97 261 Fort De France cedex

Tel : 0596 55 20 00

Centre anti-poison

0596 75 15 75

Appel d'urgence européen

112

1.2.8 - Concessionnaires

ODYSSI

5, 7 rue des Arts et Métiers, bâtiment Flore Gaillard

97 200 Fort De France

Tel : 05 96 72 87 07

Fax : 05 96 71 20 15

E.D.F.

Immeuble Cascades

Place François Mitterrand

97 200 Fort De France

Tel : 0596 59 22 00

Fax : 05 96 59 20 20

FRANCE TELECOM

Centre de construction des lignes

Route du Vert Pré

97 232 Le Lamentin

Tel : 0596 38 59 99

Fax : 0596 59 15 55

MARTINIQUE TV CABLE

Zone de Gros de la Jambette

97 232 Le Lamentin

Tel : 0596 50 55 21

Fax : 0596 50 15 02

1.2.9 - Entreprises

LOT n°	Désignation du lot	Corps d'Etat	Titulaire
1	Gros œuvre	1.1 Fondations spéciales - 1.2 Structure béton - 1.3 Charpente métallique - 1.4 VRD	SIMP/BACHY FONDACO/BEAUDIN CHATEAUNEUF/CDC
2	Clos & couvert	2.1 Façades légères - 2.2 Menuiserie extérieure - 2.3 serrurerie - 2.4 Toitures - 2.5 Etanchéité	SMAC/ALUPRO
3	Aménagements intérieurs	3.1 Cloisons et doublages sur ossatures - 3.2 Menuiserie intérieure - 3.3 Faux-plafonds - 3.4 Signalétique	AGENCE DU BATIMENT/SIGNALIZES
4	Revêtements	4.1 Sols souples - 4.2 Peinture et revêtements muraux - 4.3 Revêtements carrelés	Lot relancé
5	CVC - Plomberie	5.1 Climatisation et ventilation - 5.2 Plomberie et sanitaire	IDEX
6	Electricité	6.1 Electricité courants forts - 6.2 Electricité courants faibles	EGER
7	Ascenseurs	Ascenseurs	THYSSEN

1.3 - Déclaration Préalable

Cette opération est assujettie à l'établissement de la Déclaration Préalable faite par le Maître d'Ouvrage et sa transmission aux organismes :

- Inspection du Travail,
- CGSS de Martinique.

NOTA : Cette déclaration ne dispense pas de l'avis d'ouverture du chantier incombant à chacune des entreprises.

1.4 - Création d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

La présente opération relève de la catégorie 1.

2 - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 - Répartition et description des travaux par lot

Cette opération de travaux est divisée en 8 lots qui seront traités par marchés séparés et par tranches.

Objet des marchés :

LOT n°	Désignation du lot	Corps d'Etat
1	Gros œuvre	1.1 Fondations spéciales - 1.2 Structure béton - 1.3 Charpente métallique - 1.4 VRD
2	Clos & couvert	2.1 Façades légères - 2.2 Menuiserie extérieure - 2.3 serrurerie - 2.4 Toitures - 2.5 Etanchéité
3	Aménagements intérieurs	3.1 Cloisons et doublages sur ossatures - 3.2 Menuiserie intérieure - 3.3 Faux-plafonds - 3.4 Signalétique
4	Revêtements	4.1 Sols souples - 4.2 Peinture et revêtements muraux - 4.3 Revêtements carrelés
5	CVC - Plomberie	5.1 Climatisation et ventilation - 5.2 Plomberie et sanitaire
6	Electricité	6.1 Electricité courants forts - 6.2 Electricité courants faibles
7	Ascenseurs	Ascenseurs

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maitre d'œuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

2.2 - Planning et phasage des travaux

Le délais global des travaux est fixé contractuellement dans les pièces écrites du marché.

L'entreprise adjudicatrice de chaque lot remettra obligatoirement au Maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité santé à la signature des marchés son planning de main d'œuvre (en salariés y compris ceux des sous-traitants) suivant le planning général d'exécution des travaux.

Ce document devra faire apparaître le nombre total d'heures nécessaires pour l'exécution complète de chaque intervention des entreprises et ceci afin de déterminer précisément le nombre homme/jours de l'opération.

Parallèlement, préalablement à toute intervention sur le chantier le Maître d'œuvre décide que le commencement des travaux est subordonné par l'aménagement du cantonnement du chantier pour les installations dites communes et leur réception.

2.3 - Préparation de chantier

Pendant la phase préparation, le Coordonnateur SPS s'assurera de la gestion des co-activités et des successions des tâches.

Les entreprises donneront donc au coordonnateur SPS les éléments suivants :

- Les noms et adresses des sous-traitants,
- La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant,
- Le mode opératoire de leurs travaux.

Chaque entreprise et sous-traitants doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant toute intervention sur le chantier et le transmettre au Coordonnateur SPS et au Maître d'œuvre.

Ce PPSPS sera rédigé dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la période de préparation.

Le PPSPS remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L235-3 du Code du Travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976 et aujourd'hui abrogé.

Le chef d'entreprise doit faire une déclaration d'ouverture de chantier en trois exemplaires :

- A la Caisse Générale de Sécurité Sociale Service Prévention de la Martinique,
- A la Direction Départementale du Travail et de la Formation Professionnelle de Martinique,

Chaque entreprise titulaire devra également faire les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux auprès des différents concessionnaires selon la dernière réglementation en vigueur dont les réseaux se trouvent dans l'emprise des travaux ou au voisinage immédiat (gestionnaire du compte prorata).

Une copie de tous ces documents sera jointe dans le PPSPS. Une copie des PPSPS sera envoyée par chaque entreprise aux organismes institutionnels de prévention.

De plus, le P.P.S.P.S. contiendra un certain nombre de dispositions que devront prendre en compte les entreprises.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise procédera à une inspection commune avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, toute(s) consigne(s) nécessaire(s) et tous les éléments assurant la cohérence entre son P.P.S.P.S. et le P.G.C.

Le PPSPS de l'entreprise tiendra compte des remarques et consignes résultantes de cette inspection commune.

Chaque entrepreneur (titulaire et sous traitant) apportera un soin particulier à la description précise et détaillée des procédés de constructions et modes opératoires envisagés pouvant présenter des risques pour la sécurité des travailleurs.

Il définira ainsi les risques prévisibles liés à ces procédés et indiquera les mesures de protection prises pour parer à ces risques, ainsi que les conditions de contrôle envisagées pour l'application de ces mesures.

Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du P.P.S.P.S. afin que les consignes découlant cette inspection y soient prévues. Le PPSPS validé devra être transmis par toutes les entreprises des lots concernés aux trois organismes institutionnels de prévention.

2.4 - Installation de chantier

2.4.1 - Cantonnement

- Voir CCTP 0.
- L'effectif de pointe prévu pour le dimensionnement des installations de chantier est de 70 personnes.

L'entreprise titulaire du lot n°01 en charge de l'installation de chantier est chargée de l'organisation matérielle et collective du chantier.

Celle-ci sera définie dans le plan d'installation de chantier.

Celui-ci sera :

- proposé au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre par l'entreprise titulaire
- approuvé par le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre avant sa réalisation
- réalisé par l'entreprise avant le démarrage réel des travaux.

Il comprendra notamment :

- une étude de l'accès au chantier à partir de la voie d'accès existante au site.
- la prise en compte de l'existence et des contraintes de fonctionnement des bâtiments avoisinants
- + accès des exploitants et des visiteurs
- + accès de service (livraison)
- + accès des services de secours (SAMU, pompiers, ambulances)
- ces différents accès étant réalisés le mandataire de l'installation de chantier par phase de travaux
- l'implantation de la zone de cantonnement avec ses différentes fonctions
- + locaux communs vestiaires/réfectoire
- + locaux WC/sanitaires
- zone de stationnement des véhicules
- l'implantation des zones de stockage des approvisionnement (matériels et matériaux)
- l'implantation de la zone de stockage des déchets
- l'installation électrique provisoire du chantier

Les locaux visés par le titre 13 du décret du 8 janvier 1965 (ancienne appellation) modifié doivent être quotidiennement maintenus en état de propreté par le titulaire du lot n°1 qui répartira les dépenses par le compte prorata à l'ensemble des entreprises.

Des extincteurs doivent obligatoirement être mis en place, et approprié aux différents risques (titulaire du lot n°01) :

- Les locaux affectés au personnel,
- Bureau de chantier,
- Locaux de stockage,

Un compte prorata sera établi entre l'entreprise titulaire mandataire de l'installation de chantier et les autres entreprises. Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun. Ces dépenses sont conformément couvertes par le prix du marché.

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges :

Le titulaire du lot N°1 devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La recommandation CNAMTS R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), édition décembre 2009, sera appliquée.

Pour les déplacements verticaux (exemple d'un étage à l'autre) on optera obligatoirement par des tours mills escalier (ou similaire) pour permettre l'accès des travailleurs aux étages supérieurs, pour l'approvisionnement des matériaux on optera obligatoirement pour des recettes à matériaux placés à chaque niveau.

La fourniture, l'entretien et le repliement des recettes à matériaux et escaliers d'accès de type Tours Mills ou similaires sont à la charge du titulaire du n°01 et seront mis à la disposition des autres lots.

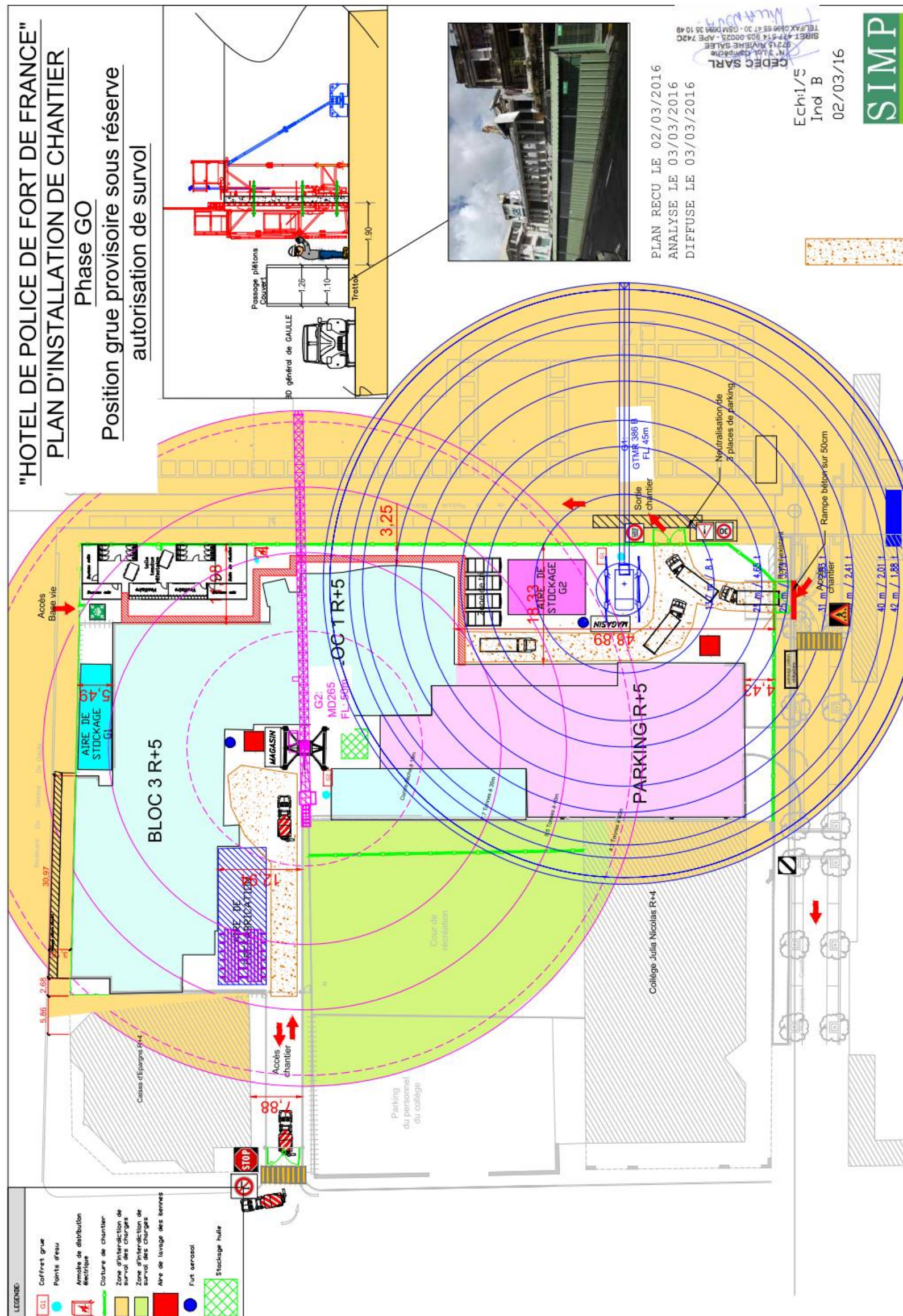
L'entreprise titulaire du lot n°01 aura à sa charge la mise en place, à la sortie du chantier, d'un système de nettoyage des roues des véhicules et camions de type decrotteur afin qu'aucun des véhicule sale ne puisse sortir du chantier (chantier en zone urbaine).

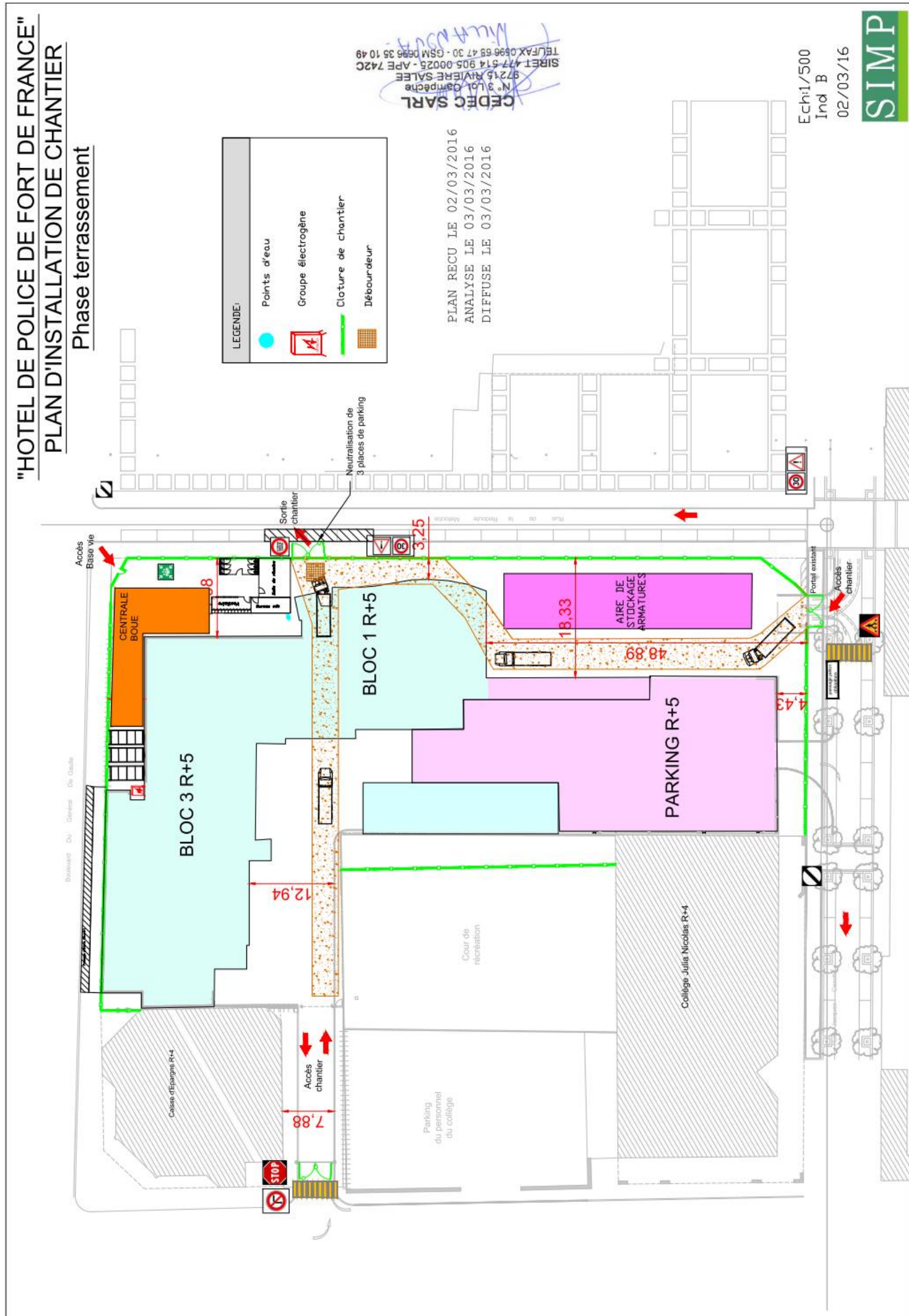
La fourniture, l'entretien et le repliement du se fera par l'entreprise titulaire du lot n°01.



Figure 1- Exemple de decrotteurs

Le plan d'installation de chantier est le suivant :





2.4.2 - Zone de parking du personnel de chantier

Le stationnement se fera en dehors de toute circulation des engins de chantier et ne devra en aucun cas être une gêne pour les circulations routières et piétonnes des avoisinants. Seuls seront autorisés à accéder les véhicules des entreprises. Aucun véhicule, autre que les véhicules d'approvisionnements, d'évacuations des décombres et de repliement des matériaux et matériels pendant le temps nécessaire, ne sera autorisé à stationner dans l'emprise des travaux.

2.4.3 - Clôtures

L'entretien de clôture et le repliement de la clôture seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°01 suivant la phase de travaux.

Le portail d'accès devra être maintenu en bon état et verrouiller.

L'entreprise titulaire du lot n°01 se chargera de la fourniture, de l'entretien et du repliement des clôtures et portails supplémentaires nécessaires pour la réalisation de certaines phases des travaux. Ces portails et clôtures seront identiques à celles déjà en place.

2.5 - Protections individuelles

Toutes les personnes se trouvant sur le chantier doivent être obligatoirement équipées des protections individuelles nécessaires selon les travaux accomplis, soit au minimum de casque, chaussures de sécurité, gants de protection, harnais de sécurité, lunettes de protection ; conforme à la normalisation en vigueur.

L'application des sanctions sera demandée par le coordonnateur en cas de non-respect des règles élémentaires.

Lors de toute dépose momentanée des protections collectives, le personnel devra être muni de ses protections individuelles.

Le coordonnateur SPS rappelle que la protection individuelle ne peut être envisagée que lorsque toutes les autres mesures d'élimination ou de réduction des risques s'avèrent insuffisantes ou impossibles à mettre en oeuvre.

La mise en place de protections collectives est toujours préférable.

Les équipements de protection individuelle (ou EPI) vont du casque aux chaussures de sécurité, en passant par les lunettes, les masques de protection respiratoire, les bouchons d'oreille, les gants, les vêtements de protection, etc.

Ils sont destinés à protéger du ou des risques à un poste de travail : exposition cutanée ou respiratoire à un agent chimique ou biologique, chaleur, rayonnements, bruit, écrasement, choc, électrocution...

« La mise en œuvre, le choix et l'utilisation des EPI doit être faite par le chef d'établissement suivant les principes généraux de prévention. Pour prendre sa décision, le chef d'établissement doit d'abord évaluer les risques ».

EQUIPEMENTS	RISQUE DE SITUATION DE TRAVAIL	OBSERVATIONS
Casque	En tous lieux, pour tout intervenant (visiteur et livreur compris) et particulièrement pour les travaux suivants : Manutention Travaux en tranchées Travaux en échafaudage ou sur nacelle Travaux superposés Abatage d'arbres	Les casques seront conformes à la norme 72.2002
Chaussures et ou bottes de sécurité	En tous lieux, pour tous, quel que soit le domaine d'activité	Coquille acier + semelle de perforation

Gants	Pour les travaux comportant des risques pour les mains, particulièrement les travaux suivants : Meulage, tronçonneuse Oxycoupage Manutentions manuelles et mécaniques Tronçonneuse à bois	Ils seront adaptés aux risques
Protection des yeux et de l'audition	Notamment pour les travaux suivants : soudage, meulage abatage d'arbre broyage de végétation tronçonnage, oxycoupage manipulation de produits dangereux utilisation de marteau pneumatique travaux dans la poussière travaux de peinture utilisation de pistolets de scellement travaux électriques	Adaptés aux risques : - Port obligatoire également pour les intervenants qui évoluent à proximité des travaux dangereux (aides, co-équipiers), etc.
Protections respirations filtrantes	Pour travaux générateurs de poussière	Les masques seront adaptés aux risques
Appareils respiratoires	Pour travaux particuliers : - Coupe de pierre ou béton Sablage Pulvérisation de produits divers	
Equipement et protection individuelle contre les chutes Baudriers de sécurité	Pour tous les travaux de courte durée (< 1 jour) réalisés en hauteur sans protection collective efficace	- Conforme à la Norme NFS 71.020 Dispositif de liaison adapté aux travaux (longe, absorbeur d'énergie, antichute à enrouleur à câble ou à sangle, dispositif à coulisseau) - Dispositif d'angle commande à utiliser - Point d'encrage résistant - Soumis à vérification générale périodique(< 12 mois au moment de leur utilisation)
Vêtements spéciaux	Pour les travaux suivants par exemple : Soudage Manipulation de produits dangereux Lance haute pression Abatage d'arbre	
Genouillère	Pour les travaux effectués en position agenouillée, par exemple : la confection de dallage	Hygroma du genou

2.6 - Identification et aptitude du personnel

L'entreprise titulaire et ses sous-traitants devront fournir au coordonnateur S.P.S. leur cahier du personnel (photocopie) avec la liste nominative des ouvriers employés sur le chantier, ainsi que leur fiche d'aptitude médicales et les déclarations uniques d'embauche de chaque compagnon.

Afin d'établir les laisser passer, chaque entreprise devra transmettre préalablement à l'utilisateur les documents suivants :

- Carte d'identité ou passeports à jour et carte de séjour pour les travailleurs étrangers,
- Copie de la déclaration unique d'embauche de chaque travailleur,
- Carte grise et attestation de contrôle technique de tous les véhicules accédant au site,
- Copie du permis de conduire.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emplois et remplir les fiches de renseignements jointes en annexe du présent document.

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité.

Le chef d'entreprise doit tenir à jour et présenter lors des contrôles un certain nombre de registres concernant l'emploi du personnel et les salaires ainsi que l'hygiène et la sécurité du travail.

Ces registres peuvent être regroupés en trois catégories :

- Les registres des matériels de leur contrôle et entretiens,
- Les registres des personnels travaillant sur le site,
- Les registres des examens et vérifications périodiques.

Chaque entrepreneur pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes généralement quelconques ; il s'engage à garantir le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

2.7 - Utilisation des engins et appareils

Tous les appareils de levage et de terrassement doivent faire l'objet de vérifications précises et inscrites sur le registre de sécurité de l'engin.

Ce registre doit être disponible en permanence sur le chantier (article - R2311.1 et article du 9 juin 1993).

Les rapports de vérification devront systématiquement être communiqués au coordonnateur SPS.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage et de terrassements ou des élévateurs de personnel devront être détenteur du CACES et d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement.

Cette autorisation de conduite est la reconnaissance par l'employeur de l'aptitude du salarié à exécuter certains travaux en sécurité ; elle nécessite la vérification préalable de :

- L'aptitude technique avec épreuve pratique de conduite (par l'entreprise ou un organisme extérieur) après formation éventuelle selon l'engin ou la qualification du salarié,
- L'aptitude médicale par le médecin du travail,
- La connaissance de règles de sécurité.

Une copie de cette autorisation sera transmise au coordonnateur avant le début des interventions des personnes concernées.

2.8 - Echafaudage

Le montage et l'utilisation d'échafaudages de pieds ou multidirectionnels devront être effectués selon les normes en vigueur et notamment la recommandation R408.

Il est interdit à toute entreprise d'intervenir pour des travaux sous un échafaudage, au même titre qu'il n'est pas concevable qu'une entreprise intervienne sur un échafaudage avec des personnes en dessous.

En cas de cheminement accidentel dans ces zones d'activité, les dispositions suivantes pourront être prises :

- Réservation de zones de cheminement,
- Balisage d'interdiction de circulation,

- Auvent de protection,
- Protection des accès.

En ce qui concerne les échafaudages roulants il sera recommandé de les choisir conforme à la norme NF HD 1004.

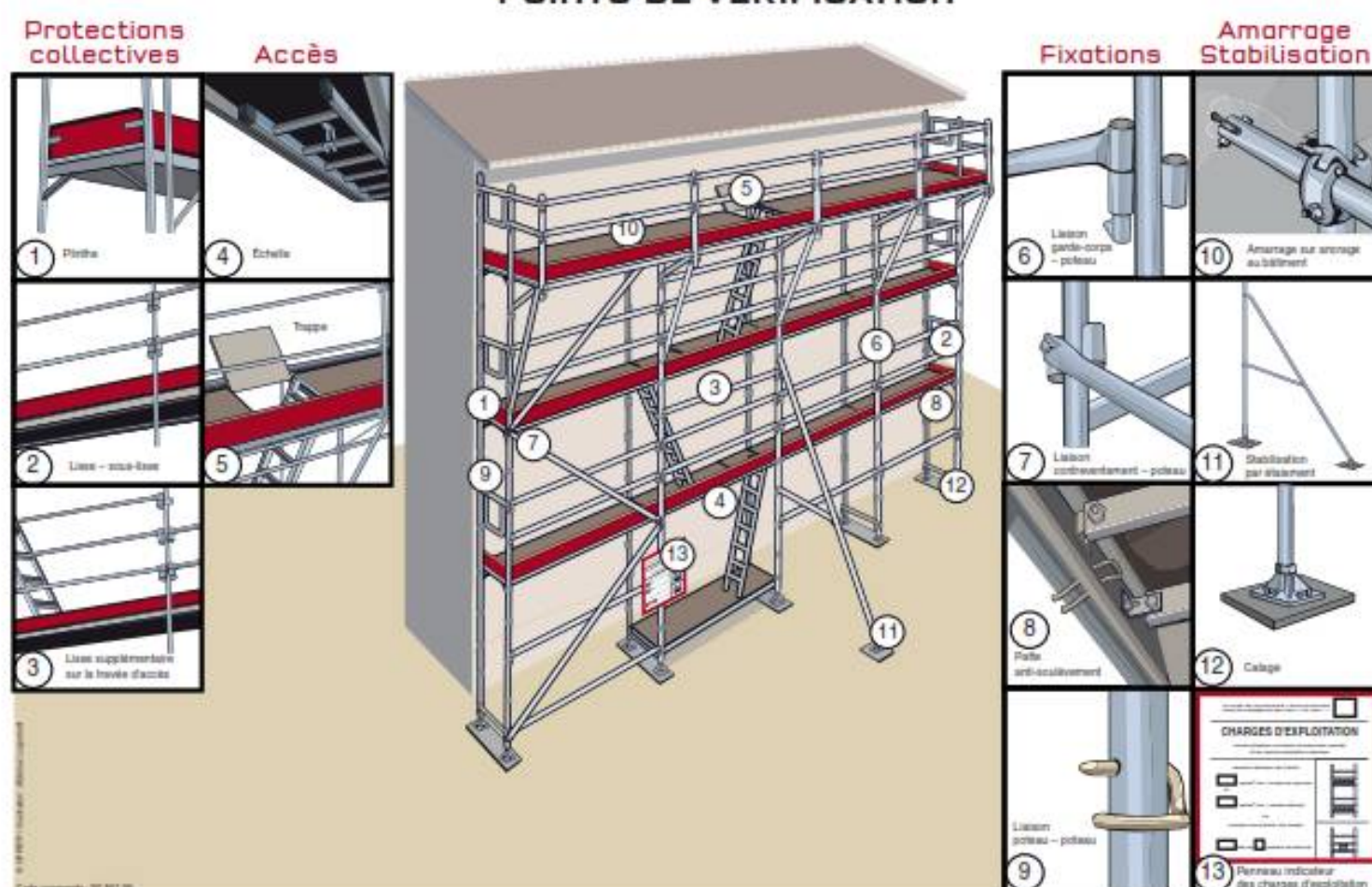
On veillera à prendre les précautions suivantes :

- Le montage et le démontage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente,
- Le sol doit être horizontal ou peu incliné,
- Il est interdit de déplacer l'échafaudage avec du personnel sur le plancher,
- Il est interdit de s'approcher des lignes aériennes électriques,
- Bloquer les roues en phase d'utilisation,
- Equiper le plancher de travail d'un lisse à un mètre et d'une sous lisse à 45 cm et d'une plinthe à 15 cm,
- Il est interdit d'utiliser le garde corps comme rehausse du plancher de travail,
- Eviter les surcharges sur les planchers (à défaut d'indications du fabricant, ne pas dépasser les charges de services admissibles sur un plancher pour l'ensemble de l'échafaudage roulant),
- Ne pas installer une potence de levage sans avoir vérifié la stabilité de l'ensemble et pris des mesures complémentaires nécessaires.

Tous les accès au bâtiment seront maintenus en service et seront protégés selon le principe de tunnel pour réduire les risques générés par le chantier sur les travailleurs accédant aux emprises des travaux.

Des filets de protections seront disposés sur les façades des échafaudages. La fourniture, l'entretien et le repliement des dispositions citées ci-dessus sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°01.

ÉCHAFAUDAGES POINTS DE VÉRIFICATION



2.9 – Signalisations

Il sera prévu un panneau de chantier avant tout commencement des travaux qui seront mis en place par le titulaire lot n°01. Ces panneaux de chantiers indiquant, selon le modèle habituel du Maître d'Ouvrage les renseignements relatifs à l'opération et les intervenants au titre de la Maîtrise de chantier.

Un affichage sur le chantier, pour chaque entreprise, des horaires de travail, des noms de ses salariés amenés à intervenir sur le chantier.

Lorsqu'il est nécessaire, il incombe à chaque entreprises de réaliser toutes les demandes d'autorisations utiles à la réalisation de ces travaux :

- Occupation de voiries,
- Autorisations concessionnaires,
- Demande d'arrêtés municipaux.

L'entrepreneur titulaire lot n°01 aura à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation relative à la sécurité du chantier :

- o Signalisation de danger sur chantier,
- o Balisage des aires de sécurité,
- o Balisage des cheminements piétons selon les préconisations de la Maîtrise d'œuvre et du Coordonnateur sécurité santé,
- o Panneaux de consignes obligatoires,
- o Numéro d'appel des services de sécurité (police, pompiers, Samu) et des organismes concernés par la sécurité (Inspection du Travail, CGSS, OPPBTP),
- o Port du casque obligatoire et chantier interdit au public,
- o Accès interdit au public,
- o Balisage des accès (danger, ralentir,...)
- o Balisage des fouilles et des têtes de talus sur lesquels évoluent les travailleurs.

Le titulaire du lot n°01 doit également l'entretien des signalisations horizontales et verticales pendant la durée des travaux.

2.10 – Contraintes

2.10.1 Conditions d'accès personnel

Seules les entreprises identifiées, c'est à dire celles ayant un marché de travaux avec le maître d'ouvrage et les entreprises sous-traitantes agréées suivant les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 sont autorisées à intervenir dans l'enceinte du chantier.

Le registre du personnel affecté sur le chantier sera disponible sur le site complété du mouvement du personnel dont la liste nominative sera affichée dans le bureau de chantier.

Un exemplaire de la fiche d'accueil de chaque salarié sera transmis au coordonnateur SPS sous 48 h, dont un exemplaire sera, en permanence, disponible sur le chantier.

D'autre part, la liste nominative du personnel affecté sur le chantier sera mentionnée sur le registre temporaire conformément au Code du travail.

Le personnel des entreprises doit être facilement identifiable et chacun des travailleurs devra porter :

- Une tenue facilement identifiable au couleur de l'entreprise,
- Un badge sur lequel sera mentionné le nom des salariés, le nom de l'employeur, le logo éventuel de l'entreprise et la photo du salarié.

Lors des visites des personnes autorisées ne faisant pas partie du personnel habituel du chantier, les entreprises prendront toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes qui ne peuvent mesurer tous les risques du chantier.

En cas de défaillance d'entreprise, l'entreprise remplaçante devra se conformer aux exigences du présent Plan Général de Coordination, de ses évolutions et de ses avenants.

L'accès au chantier se fera par l'accès principal.

Une liste du personnel et une liste des véhicules des entreprises seront transmises au préalable au Poste de Police accompagnées des cartes d'identité et assurances des véhicules y compris cartes grises.

Les véhicules privés des opérateurs seront garés sur le parking réservé à cet effet.



2.10.2 Approvisionnements du chantier

Les approvisionnements seront stockés uniquement dans les zones précisées sur le plan d'installation de chantier. Cette zone de stockage se fera à l'intérieur de la zone réservée à l'installation de chantier. Il est formellement interdit de stocker du matériel et des matériaux en dehors des emprises de travaux.

2.10.3 - Conditions de circulation sur la voie publique

Les entreprises devront se conformer à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Livre I - Signalisation des routes (définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et des textes subséquents).

L'entrepreneur devra mettre le matériel de signalisation en place dans l'ordre où il sera vu par les usagers, ce qui permet au personnel chargé de ce travail d'opérer sous la protection des panneaux déjà en place.

L'entrepreneur du lot n°01 devra poser et déposer les divers signaux dans un ordre tel qu'il assure à tout moment la cohérence du dispositif partiel en place. L'entretien de cette signalisation temporaire routière sera à la charge du lot n°01.

Les travailleurs devront porter un vêtement à haute visibilité de type II ou III : le baudrier est toléré pour les interventions de courte durée.

L'entrepreneur en charge des travaux ne devra pas omettre de :

- Faire déplacer la signalisation avancée et la signalisation de position,
- Qu'en fin de journée les moyens de signalisation sont en bon état, complets, et correctement placés,
- De faire enlever en fin de travaux les panneaux devenus sans objet.

Les voiries devront être maintenues propres à tout moment.

2.10.4 - Contraintes liées à la présence du personnel sur les engins

« La présence des travailleurs sur des équipements de travail mobiles mus mécaniquement n'est autorisée que sur des emplacements sûrs, aménagés à cet effet.

Si des travaux doivent être effectués pendant le déplacement, la vitesse doit être adaptée » .

Il est interdit de transporter des passagers sur une pelle hydraulique, sauf si celle-ci est équipée d'un siège supplémentaire spécialement aménagé.

Même à l'arrêt ne laissez pas quelqu'un stationner ni sur l'engin ni à proximité. Un faux mouvement sur l'une des commandes peut provoquer un accident.

On veillera à utiliser un avertisseur sonore pour attirer l'attention et on devra tout mouvement tant que la personne ne s'est pas éloignée.

2.10.5 – Contraintes liées à la protection des piétons

« Des mesures d'organisations doivent être prises pour éviter que les travailleurs à pied ne se trouvent dans la zone d'évolution des équipements de travail.

Si la présence de travailleurs à pied est néanmoins requise pour la bonne exécution des travaux, des mesures doivent être prises pour éviter qu'ils ne soient pas blessés par ces équipements ».

Dans le cas où le travail s'effectue près d'obstacles fixes (GBA), la tourelle peut heurter ou écraser une personne située entre la pelle et l'obstacle.

Dans ce cas précis, il faut prendre des mesures de signalisation ou de surveillance pour interdire l'accès.

2.10.6 – Contraintes liées aux règles de circulation des engins de travail mobiles

« Les voies de circulation empruntées par les équipements de travail mobiles doivent avoir un gabarit suffisant et présenter un profil permettant leur déplacement sans risque à la vitesse prévue par la notice d'instructions... ».

Adapter la vitesse de l'engin aux difficultés du terrain en ayant le godet en position fermée et l'équipement baissé.

L'entrepreneur veillera à ce que les engins de travail mobiles respectent la signalisation de chantier.

2.10.7 – Contraintes liées à des travaux à proximité d'une ligne électrique aérienne

L'entrepreneur en cas de travaux à proximité de ligne électrique aérienne devra obligatoirement respecter les distances minimales de sécurité qui sont fixés à :

- 3 mètres pour les lignes dont la tension est inférieure à 50 000 V,
- 5 mètres pour les lignes dont la tension est supérieure ou égale à 50 000V.

Si l'engin touche une ligne électrique avec une partie quelconque, celui-ci sera mis sous tension.

Toute personne touchant la pelle sera en danger de mort car elle sera parcourue par le courant allant vers la terre.

Sont également menacées les personnes situées à proximité immédiate du matériel.

2.10.8 – Contraintes liées à des travaux à proximité de câbles électriques souterrains

Pour prévenir les accidents, les mesures d'organisation revêtent par conséquent une importance particulière.

Ces mesures comprennent :

- L'obligation de faire une DI CT qui doit être adressé à l'exploitant du réseau selon des procédures qu'il convient de respecter scrupuleusement,
- L'obligation de marquer le tracé exact du câble électrique enterré, en accord avec l'exploitant et avant le commencement des fouilles,
- L'obligation de désigner une personne compétente pour surveiller les travaux réalisés à moins de 1,50 m des réseaux électriques souterrains.

2.10.9 – Contraintes liées à la découverte des engins de guerre

En cas de découverte d'anciennes armes de guerre, l'entrepreneur doit :

- Arrêter le terrassement dès la découverte de l'engin suspect,
- Baliser la zone de la découverte,
- Prévenir la hiérarchie qui devra alerter les services compétents (préfecture, gendarmerie, etc...).

Dans tous les cas les travaux ne seront repris qu'après l'enlèvement des objets suspects.

2.10.10 – Contraintes liées au risque de chute de matériaux

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 24 sur 108
--	--	--

Les pelles travaillant dans ces conditions doivent être équipées de structures de protection contre les chutes d'objet (FOPS).

2.10.11 - Contraintes liées au transport des engins de chantier

- Faire stationner le porte engin sur un terrain plat et résistant,
- S'assurer que la remorque et la rampe d'accès sont d'une largeur compatibles avec celle de la pelle,
- Placé la pelle en face de la rampe d'accès et replié l'équipement,
- Le godet est baissé dès que la pelle est en place sur la remorque,
- Le circuit électrique doit être coupé à l'aide du coupe batterie,
- Les chenilles doivent être calées et l'engon immobilisé en l'arrimant au châssis de la remorque.

2.10.12 - Conditions d'exécution de travaux spécifiques

L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires et suffisantes pour prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre des colles résines, peintures, matériaux d'isolation : communication préalable au Coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée au risque.

2.10.13 - Contraintes liées à la manipulation des ciments

La manipulation des ciments demande des précautions.

Les ciments ne sont pas des produits inertes et ils sont notamment susceptibles d'induire des pathologies cutanées parfois graves. Ces affections sont indemnisées depuis 1936 et au titre du tableau n°8 des maladies professionnelles du régime général de la Sécurité sociale.

Les principaux risques pour la santé sont les suivants :

- - Irritation de la peau par le ciment frais, pouvant conduire à des brûlures, à un dessèchement de la peau et à des crevasses ;
- Eczéma de contact dû à la présence de chrome hexavalent (ou chrome VI) et de cobalt dans les ciments;
- Irritations oculaires en cas de projection de ciment dans les yeux ;
- Rhinites provoquées par l'inhalation de ciment sec.

Les mesures de protections individuelles à observer sont les suivantes :

- - Eviter tout contact direct entre la peau et le ciment frais,
- Porter des gants adaptés (en nitrile ou en néoprène doublé de jersey),
- Ne pas s'agenouiller sur du ciment frais,
- Changer régulièrement de tenue de travail,
- Après avoir manipulé du ciment, se laver les mains avec un savon neutre,
- Utiliser des crèmes protectrices pendant et/ou après la manipulation de ciment,
- Se doucher à la fin de la journée de travail,
- Si du ciment frais entre en contact avec la peau ou avec les yeux, rincer à l'eau pendant 15 min.

2.10.14 - Contraintes liées aux déplacements routiers

On appelle risque circulatoire lié au travail les accidents matériels ou de personnes occasionnés par un véhicule et survenus à l'occasion :

- de l'activité dans l'entreprise,
- des trajets travail domicile du salarié,
- des déplacements professionnels en véhicule personnel ou de service,
- des transports de personnes ou de marchandises réalisés par des professionnels.

DESCRIPTION - EVALUATION DU RISQUE

Accident matériel :

- heurt du véhicule contre un obstacle matériel
- explosion, perte de chargement

Accident de personne :

- heurt d'un piéton par un véhicule
- blessures des chauffeurs ou des passagers consécutives aux heurts entre deux véhicules
- blessures par choc avec une cargaison mal arrimée
- blessure par incendie ou explosion du véhicule (brûlures, plaies)

ACTIONS PREVENTIVES

PREVENTION TECHNIQUE COLLECTIVE

Pouvoirs publics

- Disposer d'un équipement routier en bon état
- Contrôler le respect de la réglementation : vitesse, alcool, drogue, port du casque, contrôle technique, port de la ceinture de sécurité
- Favoriser les transports en communs

Employeurs

- Respecter la réglementation concernant les heures de travail
- Analyser les risques professionnels
- Analyser les accidents professionnels
- Mettre en place des animateurs de sécurité routière en entreprise
- Faire une place à l'information sur la sécurité routière dans le livret d'accueil de l'entreprise
- Veiller à ce que le personnel roulant soit suivi en médecine préventive

Organisation du travail

- Optimiser les déplacements professionnels
- Négocier avec les clients des horaires compatibles avec le temps de repos nécessaire au salarié
- Limiter les transports en deux roues
- Moduler les horaires de travail pour permettre un étalement des arrivées et des départs
- Assurer une restauration des salariés sur place

Espaces de travail

- Séparer la zone de transport des personnes et celle du matériel
- Faire des allées de circulation larges et balisées
- Aménager les abords de l'entreprise (bonne visibilité, pas d'espace mort)
- Prévoir des parkings

Véhicules

- Respecter les règles de transport (pas de surcharge)
- Arrimer correctement le matériel
- Signaler les dépassements de matériel
- Organiser des campagnes de contrôle des véhicules

FORMATION, SENSIBILISATION

Au respect de la législation sur :

- l'aptitude à la conduite
- le respect des limitations de vitesse
- la consommation d'alcool, de médicaments, de drogues

Au respect des règles hygiéno-diététiques :

- réduire le tabac au volant car il entraîne une augmentation du seuil lumineux nocturne
- veiller à la qualité du sommeil "une heure de sommeil vaut mieux qu'une tasse de café"
- Lutter contre la fatigue au volant, qu'elle soit musculaire, visuelle, nerveuse ; éviter de rouler après la fatigue d'une journée de travail, faire des pauses
- alimentation suffisante (ne pas sauter de repas) mais pas trop copieuse (risque de somnolence)
- activité physique d'entretien pour lutter contre la fatigue musculaire et la tension nerveuse

Stage de sécurité routière

PREVENTION INDIVIDUELLE

- Contrôler l'aptitude à la conduite
- Exiger le port du casque pour les deux roues et le port de la ceinture de sécurité pour les voitures
- Prévoir une ceinture de sécurité sur les camions

2.10.15 – Condition de coupage

Les coupages (oxyacéthylique) sont une catégorie de travaux superposés.

Ces travaux devront être réalisés dans les zones à grande ventilation et il faudra éviter toute co-activité.

Le matériel de soudage et ses protections, devront être conformes à la réglementation en vigueur, et il faudra définir avec le Coordonnateur les zones d'interventions.

L'entreprise détaillera donc son mode opératoire les systèmes de mise en œuvre employés (échafaudage, outillage, manutention, stockage et mise en place des nouvelles serrureries et ferronneries).

2.10.16 – Contraintes liées aux travaux de soudure

Le soudage manuel à l'arc avec électrodes permet d'assembler des éléments ou des pièces métalliques au moyen de cordons de soudure. L'énergie nécessaire à la fusion du métal est fournie par un arc électrique jaillissant entre les pièces à souder et une électrode fusible fournissant le métal d'apport.

L'entreprise détaillera donc son mode opératoire les systèmes de mise en œuvre employés (échafaudage, outillage, manutention, stockage et mise en place des nouvelles serrureries et ferronneries).

2.10.17 – Contraintes liées aux travaux sous la chaleur

Le travail à la chaleur n'a pas de définition réglementaire. Toutefois le travail pour des températures > 30° pour une activité sédentaire, et 28° pour un travail nécessitant une activité physique, peut être considéré comme du travail à la chaleur avec les risques que comporte un bilan thermique positif pour l'organisme.

Rappel physiologique

- L'homme est un homéotherme, c'est à dire que son organisme réagit pour maintenir sa température centrale stable quel que soit le milieu.

- Les échanges thermiques entre l'homme et son milieu sont :
 - la conduction : transmission de la chaleur par contact entre le corps et les objets
 - la convection : transmission de la chaleur d'un objet au corps par l'intermédiaire d'un fluide (eau, air...)
 - le rayonnement : transmission de la chaleur d'un corps chaud vers un corps moins chaud par des ondes électromagnétiques
- Et pour rétablir l'équilibre thermique l'organisme fait appel à 2 mécanismes :
 - l'augmentation du débit sanguin pour favoriser la perte de chaleur cutanée et pulmonaire
 - la sudation qui favorise le rafraîchissement cutané par évaporation mais entraîne une perte d'eau et de sel
- Il y a risque lorsque la capacité d'adaptation de l'organisme humain est dépassée.
- Par ailleurs l'exposition à la chaleur entraîne un ralentissement psychomoteur avec détérioration de la perception, de la réactivité et de la précision.

L'évaluation des risques se fait de la manière suivante

LES NIVEAUX DE RISQUES

D'après la définition de la croix rouge américaine - citée par DMT 97

- Niveau 1 - Coup de soleil : rougeur et douleur, oedème, vésicules, fièvre, céphalées
- Niveau 2 - Crampes : spasmes douloureux (jambes et abdomen), transpiration
- Niveau 3 - Epuisement : forte transpiration, faiblesse, froideur et pâleur de la peau, pouls faible, température normale
- Niveau 4 - Coup de chaleur : température corporelle $> 40.6^{\circ}\text{C}$, peau sèche et chaude, pouls rapide et fort, perte de conscience possible

Les différents facteurs de risques sont les suivants :

En rapport avec les conditions climatiques :

- le niveau de température : pas de risque en dessous de 24°C
- le niveau d'hygrométrie : le risque croît avec le degré d'hygrométrie ; pas de risque jusqu'à 30°C pour une hygrométrie égale à 0 ; début de risque dès 24°C pour une hygrométrie de 100%
- la vitesse de l'air (en mètre/seconde) : elle favorise la déperdition de chaleur par convection
- la température moyenne de rayonnement (mesurée en Kelvin)

En rapport avec l'activité physique du sujet (mesurée en watt/m^2 de surface corporelle) : les risques augmentent avec l'activité physique car celle-ci produit de la chaleur qui doit être éliminée

En fonction du salarié :

- le manque d'acclimatation
- l'état de santé
- les médicaments
- l'habillement

Les principales actions préventives sont les suivantes :

SUPPRESSION OU LIMITATION DU RISQUE

- Automatisation des tâches en ambiance thermique élevée
- Aides mécaniques à la manutention

- Climatisation des véhicules pour les salariés se déplaçant beaucoup
- Climatisation des locaux

PROTECTION TECHNIQUE COLLECTIVE

- Isolation thermique des locaux et des postes : stores, volets, film antisolaire
- Rafraîchissement d'ambiance : humidificateurs, ventilateurs (pour des températures intérieures < à 32°), brumisateurs
- Pausages fréquentes en ambiance rafraîchie
- Aménagement d'horaires
- Mise à disposition d'eau potable et de sel

PROTECTION INDIVIDUELLE

- Pausages, sieste, décalage des heures de travail
- Réhydratation avec prise de sel
- S'assurer que le port des protections individuelles est compatible avec la température
- Au-delà de 34°, évacuation des locaux climatisés en cas de panne (Recommandation de la CNAMTS)

FORMATION, SENSIBILISATION

- Hygiène alimentaire :
 - éviter toute consommation de boisson alcoolisée
 - faire des repas légers et fractionnés
 - boire un verre d'eau au moins toutes les 20 minutes
- Vêtement léger, non ajusté et en fibre naturelle

ORGANISATION DU TRAVAIL

Aménagement d'horaires : commencer tôt, prévoir des pauses l'après-midi (sieste)

ORGANISATION DES SECOURS

- Informer sur les numéros d'urgence
- Amener la victime dans un endroit frais et aéré
- L'installer en position de confort (allongé jambes surélevées si conscient ou position latérale de sécurité si inconscient)
- La rafraîchir
- La réhydrater

2.10.18 – Contraintes liées l'évolution des travailleurs sur une surface plane

Les glissades, trébuchements, faux-pas et autres pertes d'équilibre sur une surface "plane" sont regroupés sous l'expression "accidents de plain-pied", y compris s'il n'y a pas à proprement parler de chute (la victime peut avoir rétabli son équilibre).

Selon les cas, ne sont prises en considération que les surfaces ne présentant aucune rupture de niveau ou bien présentant des ruptures de niveau réduites (telles que trottoir, marches ou plan incliné).

Sont exclues de ce champ les pertes d'équilibre entraînant des chutes de hauteurs (du haut d'escabeau, d'échelles, d'échafaudages, etc.).

Une perte d'équilibre est due à une combinaison de facteurs d'ordre matériel, environnemental, organisationnel et/ou individuel.

Chaque facteur de risque pris isolément contribue peu à la survenue d'un accident de plain-pied. C'est la conjonction de plusieurs de ces facteurs qui rend une situation dangereuse.

Le facteur matériel le mieux connu des préventeurs est la faible résistance au glissement des sols (ou glissance). Un sol est d'autant plus glissant qu'il est lisse, mouillé et gras. Cependant, un sol rugueux est souvent plus difficile à entretenir, ce qui peut poser problème, notamment dans l'agroalimentaire et les milieux de soin. De plus, lorsque le sol est lavé, il peut rester mouillé un certain temps, et donc être glissant.

L'état du sol joue aussi son rôle : sol usé, trou, affaissement, décollement, plissement, changement de revêtement, etc. peuvent provoquer une perte d'équilibre.

Les obstacles imprévus peuvent aussi être à l'origine d'accidents de plain-pied.

Les chaussures portées par la victime peuvent se révéler inadaptées (trop lisses) ou abîmées. Dans certains cas, lorsque la glissance du sol ne peut pas être maîtrisée, il pourra être envisagé de fournir aux travailleurs des chaussures antidérapantes.

Si l'environnement d'un travailleur est mal éclairé il verra difficilement les obstacles, les changements de revêtements de sol, les pentes, les marches etc. et risquera de perdre l'équilibre. L'emplacement et la visibilité des interrupteurs jouent aussi son rôle.

Bien que des facteurs de risque d'accident de plain-pied aient été présentés ici de façon isolée, il est important de rappeler qu'un seul facteur contribue peu à la survenue d'un accident. Tout accident de plain-pied est la conséquence de la présence, à un moment donné, d'une combinaison de facteurs.

Le risque d'accident de plain-pied est un risque professionnel comme un autre à prendre en compte globalement, sans se focaliser uniquement sur les éléments matériels ni sur le comportement des salariés. La démarche de prévention doit avoir pour objectif de réduire le risque de perte d'équilibre mais aussi de limiter la gravité des lésions en cas de chute.

La sensibilisation des travailleurs et de l'encadrement est nécessaire, car ils n'y voient souvent que la fatalité et n'en mesurent pas la gravité.

L'évaluation des risques constitue le point de départ de la démarche de prévention qui incombe à tout employeur dans le cadre de son obligation générale de sécurité à l'égard de son personnel. Pour l'aider dans cette démarche, l'employeur peut notamment faire appel au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et au médecin du travail.

Le succès de la démarche est conditionné par l'analyse des situations de travail réelles qui permet de faire ressortir et de prendre en compte leurs spécificités.

Sans diagnostic préalable, il n'est pas certain que traiter de manière arbitraire un facteur potentiel d'accident soit adapté et suffisant. Pour être efficace dans la prévention des pertes d'équilibre, il faut agir sur les facteurs de risque dont la combinaison peut s'avérer nuisible.

Au-delà de l'identification des facteurs immédiats d'accident, le diagnostic vise la compréhension de ce qui, à un moment donné, dans l'activité mise en œuvre, dans l'environnement, dans les contraintes de la situation de travail, a fait que l'individu n'a pas été en mesure de réguler son équilibre. Une analyse ergonomique ainsi que l'analyse a posteriori des accidents et des "presque accidents" survenus peut permettre de déterminer quels facteurs se combinent de façon récurrente dans une entreprise menant ainsi à des accidents de plain-pied.

Les résultats de l'évaluation des risques doivent être transcrits dans le document unique (article R. 230-1 du Code du travail). Au-delà du strict respect de l'obligation réglementaire, ce document doit permettre à

l'employeur d'élaborer un plan d'action définissant les mesures de prévention appropriées aux risques identifiés. Ces actions seront spécifiques aux situations de travail et donc à chaque entreprise.

2.10.19 – Contraintes liées aux travaux en hauteur

De nouvelles règles concernant les équipements de travail mis à disposition et utilisés pour les travaux en hauteur ont été introduites dans le Code du travail, constituant une nouvelle sous-section 6. Les nouveaux articles R. 233-13-20 à R. 233-13-37 sont issus du décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 qui assure ainsi la transposition de la directive européenne 2001/45/CE du 27 juin 2001 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation d'équipements de travail.

En outre, le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 abroge les dispositions correspondantes du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié applicables aux travaux du bâtiment, aux travaux publics et autres travaux sur les immeubles et modifient les articles du Code du travail en prévoyant une formation à la sécurité pour les travaux sur les échafaudages et à la corde.

Le Décret n° 2004-924 a donc fortement modifié les règles de travaux temporaires en hauteur, abrogeant ainsi, en partie, le Décret n° 65-48.

La règle des trois mètres de hauteur n'existe plus. Désormais, les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et préserver leur santé.

L'ensemble des dispositions du décret est présenté dans la circulaire du ministère du Travail DRT 2005/08 du 27 juin 2005. Dans sa 1re partie, la circulaire relie le décret du 1er septembre 2004 aux dispositions existantes du Code du travail concernant le travail en hauteur, temporaire ou non, et aux dispositions du décret du 8 janvier 1965 modifié visant les travaux du bâtiment et les travaux publics. Dans la 2e partie, elle commente à l'aide d'exemples chacune des dispositions du décret, en définissant les termes employés et en indiquant les normes applicables à certains équipements de travail utilisés pour le travail en hauteur.

Utilisation des échelles, escabeaux et marchepieds

Les échelles, escabeaux, marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective ou si le risque résultant de l'évaluation est faible et les travaux de courte durée et non répétitifs. Leurs matériaux constitutifs et leur assemblage doivent être solides, résistants, et adaptés du point de vue ergonomique, leur stabilité assurée à l'accès et lors de l'utilisation, leurs échelons ou marches horizontaux.

L'utilisation des échelles fixes, portables, suspendues, à coulisse et des échelles d'accès obéit à certaines règles. Toutes doivent permettre une prise et un appui sûrs. Le port de charges, légères et peu encombrantes, doit rester exceptionnel.

Conditions d'utilisation des échafaudages

Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique, détaillée aux articles du Code du travail et renouvelée pour tenir compte de l'évolution des équipements.

En ce qui concerne les échafaudages de pied, le chef d'établissement dispose des référentiels de compétence de la récente recommandation R 408 de la CNAMTS ("Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied").

Il doit délivrer une attestation de compétence au personnel reconnu compétent après cette formation ou l'obtention d'un CAP ou d'un certificat de qualification professionnelle (CQP).

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 31 sur 108
--	--	--

Le personnel chargé du montage, du démontage ou de la transformation d'un échafaudage doit disposer de la notice ou du plan de montage et de démontage du fabricant et s'appuyer sur la note de calcul prévue par la notice, lorsque le montage envisagé correspond à celui prévu par le fabricant.

Dans le cas contraire, ou lorsque n'existe pas de note calcul, une personne compétente devra réaliser un calcul de résistance et de stabilité. Lorsque la configuration envisagée n'est pas prévue par la notice, une personne compétente devra établir un plan de montage, d'utilisation et de démontage de l'échafaudage.

Tous ces documents sont conservés sur le lieu de travail.

Pendant ces opérations, une protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet doit être assurée avant l'accès à un niveau d'un échafaudage.

Les éléments à assembler sont constitués de matériaux d'une solidité et d'une résistance appropriée à leur emploi et vérifiés avant chaque montage.. Les vérifications avant mise ou remise en service d'un échafaudage, ainsi que les vérifications journalières et semestrielles, devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, commentées par la circulaire du 27 juin 2005.

L'installation des échafaudages doit respecter certaines règles visant leur stabilité, la visibilité de la charge admissible, les garde-corps, les planchers, les moyens d'accès, les zones d'accès.

Des règles particulières s'appliquent aux échafaudages fixes et roulants

Quelles sont les règles à suivre pour utiliser un échafaudage roulant?

- Assembler l'échafaudage roulant selon les instructions du fabricant.
- S'assurer que la surface sur laquelle circulera l'échafaudage est de niveau et ne comporte ni trous ni obstacles.
- Tous les échafaudages roulants doivent être munis de contreventements horizontal et vertical.
- Accrocher ou fixer toutes les planches.
- Prendre les moyens nécessaires pour empêcher les joints de se séparer.
- Fixer solidement les échelles d'accès.
- S'assurer que chaque roulette est munie d'un frein l'empêchant de rouler et de pivoter.
- Verrouiller les freins des roulettes avant de monter à l'échafaudage.
- Avant de déplacer l'échafaudage, les personnes, les matériaux et le matériel doivent être assujettis à la plate-forme ou ramenés au sol.
- Pour déplacer l'échafaudage, le pousser par la base seulement.
- Se reporter aux règlements touchant la sécurité pour connaître les exigences de stabilité en fonction de la hauteur de l'échafaudage.

Que doit-on éviter de faire lorsqu'on utilise un échafaudage roulant?

- De rester sur l'échafaudage pendant qu'il est déplacé. Si un travailleur doit y rester, s'assurer qu'il est amarré au bâtiment et non à l'échafaudage, au moyen d'un harnais et d'une corde de sécurité appropriée.
- D'essayer de déplacer seul, sans aide, un échafaudage roulant. Surveiller les pentes, les trous, les débris et les obstacles aériens.
- De dévisser les vérins à vis au-delà de la longueur recommandée par le fabricant.
- Le rapport entre la hauteur de la plate-forme et la largeur de la base ne doit pas être supérieure à 3, sauf si l'échafaudage est renforcé par des haubans et muni de stabilisateurs en porte-à-faux ou s'il est autrement stabilisé.
- D'utiliser de l'équipement motorisé pour déplacer l'échafaudage. D'appuyer une échelle d'accès contre un échafaudage roulant.

2.10.20 – Contraintes liées à la livraison de matériaux de construction sur les chantiers de Travaux Publics

D'un point général, la livraison de matériaux sur chantier peut être dangereuse dans les cas suivants :

- Accès par des voies partiellement ou non aménagées, comportant des abords dangereux (fouilles, talus, etc...),
- Stationnement du véhicule sur des ouvrages d'infrastructure non prévus à cet effet ou sur des aires non meubles, non stabilisées ou présentant une déclivité importante,
- Stationnement ou empiètement sur des voies, publiques ou non, sur lesquelles circulent d'autres véhicules ou engins,
- Difficultés pour déployer les stabilisateurs compte tenu de l'exigüité des lieux ou de leur encombrement,
- Difficultés pour positionner les semelles de répartition des stabilisateurs sur des parties résistantes du sol,
- Risques liés à l'utilisation des appareils de levage ou de manutention,
- Risques liés au mode d'élinguage,
- Dépose de charges lourdes sur des aires non stabilisées, en bordures d'une excavation ou d'une fouille,
- Reprise de matériaux de construction non conditionnés,
- Déchargement à proximité des lignes aériennes.

2.10.21 – Contraintes liées aux tris sélectifs des déchets de chantier

Si les opérations de valorisation et de recyclage des déchets de chantier s'intègre dans l'opération de construction, il est rappelé que la réglementation des déchets (code de l'environnement) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production des déchets,
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume,
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage, ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes,
- Information du public.

Dans ce cas où le chantier est concerné par le tri - sélectif, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé devra :

- Lors de l'inspection commune avec chaque entreprise, rappelé à l'entreprise ses obligations en matière de tri sélectif des déchets et les modalités de tri retenues sur le chantier,
- A l'issue de la phase de préparation de chantier, viser le plan de collecte et d'enlèvement établi par l'entreprise titulaire,

Veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies, notamment en matière de tri sélectif des déchets.

2.10.22 – Contraintes liées aux découpages, façonnage et assemblage des barres ou des treillis d'acier pour armer le béton

Le Coordonnateur SPS rappelle que l'ouvrier ferrailleur procède au découpage, au façonnage et à l'assemblage des barres ou des treillis d'acier pour armer le béton.

FORMATION – QUALIFICATION

- L'emploi est accessible sans qualification ou avec une formation de niveau V.

PRESENTATION DE L'ACTIVITE PRINCIPALE

LIEUX D'ACTIVITE

- L'activité s'exerce sur un chantier ou préalablement en usine.

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 33 sur 108
---	--	--

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

L'activité consiste à :

- Aménager son aire de travail
- Réceptionner les barres ou treillis d'acier
- Les stocker
- Les préparer à l'aide de divers outils
- Leur donner une forme
- Les assembler en usine par soudure ou sur le chantier par ligature à l'aide de fils de fer
- Installer les ferraillements réalisés

MACHINES ET OUTILS UTILISES

- Coupe-boulons, chalumeau, cintreuse manuelle ou électrique

PRODUITS ET MATERIAUX UTILISES

- Barres de ferraille de 6 mètres de long, fils de fer, cisailles

PUBLIC ET RELATIONS SOCIALES

- Travail en petites équipes.

ACTIVITES POUVANT ETRE ASSOCIEES

- Conduite d'engins de transport
- Coffreur-bancheur
- Maçonnerie
- Béton précontraint ou post-contraint

DANGERS ET RISQUES

RISQUES PHYSIQUES

- Travail en hauteur
- Déplacements fréquents sur le chantier
- Travail en extérieur avec exposition aux UV et aux intempéries
- Vibrations des machines outils portatives
- Poussières

RISQUES SENSORIELS

- Bruit du chantier et des outils
- Odeurs (utilisation de 2-butanone)

RISQUES BIO-MECANIKES

- Manutention de charges lourdes
- Contraintes posturales

RISQUES CANCEROGENES, MUTAGENES OU TOXIQUES POUR LA REPRODUCTION

- Huiles de décoffrage
- Rayonnement ultraviolet (UV) solaire pouvant être responsable de cancers de la peau

RISQUES CHIMIQUES

- Ciment
- Adjuvants du béton
- Laines minérales (de verre, de roche, de laitier)
- Gaz, fumées
- Solvants dont le 2-Butanone (R11, R36/37)

- Huiles minérales

RISQUES BIOLOGIQUES

- Surinfections des plaies

CHARGE MENTALE

- Adaptation aux horaires
- Eloignement du domicile familial

RISQUES ORGANISATIONNELS

- Déplacements
- Horaires (jour, nuit si nécessaire)
- Polyvalence des tâches

AUTRES RISQUES

- Conditions d'alimentation, d'hygiène, de sommeil

ACCIDENTS DU TRAVAIL

- Blessures des mains, plaies ou écrasements des membres
- Chutes de hauteur ou de plain-pied, aggravées parfois selon le lieu de travail (eau, four) ; chutes dans les bouches d'égout, les regards
- Lombalgies d'effort
- Brûlures de la peau et des yeux par les ciments
- Projections de corps étrangers dans les yeux

MALADIES PROFESSIONNELLES

- Tableau n°4 bis RG : Affections gastro-intestinales provoquées par le benzène, le toluène, les xylènes et tous les produits en renfermant
- Tableau n°8 RG : Affections causées par les ciments (aluminosilicates de calcium)
- Tableau n°12 RG : Affections professionnelles provoquées par les dérivés halogénés suivants des hydrocarbures aliphatiques : dichlorométhane (chlorure de méthylène), trichlorométhane (chloroforme), tribromométhane (bromoforme), dichloro-1-2-éthane, dibromo-1-2-éthane, trichloro-1-1-1-éthane (méthylchloroforme), dichloro-1-1-éthylène (dichloréthylène asymétrique), dichloro-1-2-éthylène (dichloréthylène asymétrique), dichloro-1-2-éthylène (dichloréthylène symétrique), trichloréthylène, tétrachloréthylène (perchloréthylène), dichloro-1-2-propane, chloropropylène (chlorure d'allyle), chloro-2-butadiène-1-3 (chloroprène)
- Tableau n°36 RG : Affections provoquées par les huiles et graisses d'origine minérale ou de synthèse
- Tableau n°36 bis RG : Affections cutanées provoquées par les dérivés suivants du pétrole : extraits aromatiques, huiles minérales utilisées à haute température dans les opérations d'usinage et de traitement des métaux, suies de combustion des produits pétroliers
- Tableau n°42 RG : Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels
- Tableau n°57 RG : Affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail
- Tableau n°69 RG : Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes
- Tableau n°79 RG : Lésions chroniques du ménisque
- Tableau n°84 RG : Affections engendrées par les solvants organiques liquides à usage professionnel : hydrocarbures liquides aliphatiques, alicycliques, hétérocycliques et aromatiques, et leurs mélanges (white spirit, essences spéciales) ; dérivés nitrés des hydrocarbures aliphatiques ; acétonitrile ; alcools, aldéhydes, cétone, esters, éthers dont le tétrahydrofurane, glycols et leurs éthers ; diméthylformamide, diméthylsulfoxyde

- Tableau n°97 RG : Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par les vibrations de basses et moyennes fréquences transmises au corps entier
- Tableau n°98 RG : Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par la manutention manuelle de charges lourdes

SURVEILLANCE MEDICALE

SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE

Les travailleurs exposés aux huiles, aux agents cancérogènes, aux substances et préparations dangereuses, au bruit sont soumis à une surveillance médicale renforcée.

VISITE MEDICALE

- Visite d'embauche préalable à l'affectation
- Puis visite annuelle

EXAMENS COMPLEMENTAIRES

- Audiogramme en cas d'exposition au bruit

SURVEILLANCE CONSEILLEE

VISITE MEDICALE

- Contrôle de la vue et de l'audition
- Surveillance dermatologique et ostéo-articulaire
- Etat cardio-pulmonaire

EXAMENS COMPLEMENTAIRES

- Epreuves fonctionnelles respiratoires (EFR) à l'embauche ou dans l'année qui suit l'affectation au poste puis tous les 3 ans

VACCINATIONS

- DTPolio tous les 10 ans

SUIVI POST PROFESSIONNEL

- Huiles : consultation dermatologique tous les deux ans
- En cas d'exposition à des substances ou préparations dangereuses, une attestation d'exposition aux agents chimiques dangereux est remplie par l'employeur et le médecin du travail et remise au travailleur à son départ de l'établissement.

DOSSIER MEDICAL

- Conservation du dossier médical au moins 50 ans après la fin de l'exposition à des agents cancérogènes

RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT

POLLUTIONS

- Par le bruit
- Par les poussières minérales
- Par les résidus des huiles de décoffrage

ACCIDENTS, INCENDIE, EXPLOSION

- Accidents toujours possible en raison de la coactivité : accidents de circulation, blessures par les matériaux...

AUTRES RISQUES

- Néant

ACTIONS PREVENTIVES

PREVENTION TECHNIQUE COLLECTIVE

- Balisage de la zone
- Limitation des zones d'accès
- Choix des produits les moins toxiques
- Mécanisation des opérations
- Captage des poussières
- Echafaudage conforme à la réglementation et régulièrement contrôlé
- Machines vibrantes, outils aux normes
- Engins de chantiers entretenus
- Chantier équipé en eau courante, en vestiaires et en trousse de secours
- Consignes de sécurité spécifiques à certains sites affichées et visibles

FORMATION, SENSIBILISATION

- Plan particulier de sécurité et de protection de la santé établi et communiqué
- Formation à la sécurité
- Formation gestes et postures
- Information du personnel sur les risques des produits
- Hygiène corporelle
- Hygiène alimentaire, tabac, alcool, sommeil

PREVENTION INDIVIDUELLE

- Casque de chantier, casque intégral
- Chaussures ou bottes de sécurité
- Lunettes de protection
- Gants, spécifiques en caoutchouc butyle pour le 2-butanone ou MEC
- Protections auditives antibruit
- Vêtements de protection, réfléchissants si nécessaire
- Masques anti poussières
- Genouillères

REGLEMENTATION

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

- Statut de la fonction publique pour les ouvriers de l'état et des collectivités territoriales
- Formation de la Chambre des Métiers de Paris (C.M.P.) obligatoire pour tout chantier public
- Arrêté du 21 octobre 2003 relatif au titre professionnel de constructeur en béton armé
- Arrêté du 15 juin 1993 pris en application de l'article R.231-69 du code du Travail déterminant les recommandations que les médecins du travail doivent observer en matière d'évaluation des risques et d'organisation des postes de travail comportant le recours à la manutention manuelle de charges
- Arrêté du 29 janvier 1993 portant application de l'article R.231-68 du code du Travail relatif aux éléments de référence et aux autres facteurs de risque à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques et l'organisation des postes de travail lors des manutentions manuelles de charges comportant des risques, notamment dorsolombaires

RECOMMANDATIONS ET NORMES

RECOMMANDATIONS DE LA CNAMTS

- R279 Prévention des chutes depuis les échafaudages
- R291 Chutes de hauteur. Filets montés sur consoles
- R361 Vêtements de protections utilisées dans le bâtiment et les travaux publics

NORMES (AFNOR)

- NF EN 361. Septembre 2002. Equipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Harnais d'antichute
- NF EN 397. Août 2002. Casques de protection pour l'industrie
- NF EN 197-1. Février 2001. Ciment - Partie 1 : composition, spécifications et critères de conformité des ciments courants
- NF EN 345. Juin 1997. Spécification des chaussures de sécurité à usage professionnel
- NF EN 471. Août 1994. Vêtements de signalisation à haute visibilité

CONVENTION COLLECTIVE ET ACCORDS DE BRANCHE

- Convention collective du bâtiment (employés, techniciens et agents de maîtrise -Ingénieurs, assimilés et cadres). Fascicule n°3002 du J.O.
- Convention collective des entreprises de travaux publics. T1 : Accords nationaux. T2 : Ouvriers. T3 : Employés, techniciens et agents de maîtrise des entreprises de travaux publics. T4 : Cadres et appointements des cadres des entreprises de travaux publics. Fascicule n°3005 du J.O.
- Convention collective du bâtiment de la région parisienne (Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise, ingénieurs, assimilés et cadres). Fascicule n°3032 du J.O.
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics. Fascicule n°3107 du J.O.
- Convention collective du bâtiment (ouvriers) (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés). Fascicule n°3193 du J.O.
- Convention collective des entreprises du bâtiment occupant plus de 10 salariés (ouvriers). Fascicule n°3258 du J.O.
- Classification Internationale Type des professions (CI TP) : 7123 Constructeurs en béton armé, maçons ragréeurs et assimilés. (B.I.T.) (1991)

2.10.23 – Contraintes liées au risque électrique

L'électricité est un phénomène directement lié à la structure de la matière. Il faut se souvenir que les atomes sont formés d'un noyau (positif) autour duquel tournent un ou plusieurs électrons (négatifs). Les atomes sont électriquement neutres, c'est à dire qu'ils contiennent autant de charges positives que de charges négatives.

De manière générale, un circuit électrique est constitué de :

Un générateur de courant continu (un seul sens) ou alternatif (2 sens),

Des fils conducteurs reliés aux bornes du générateur,

Un ou plusieurs récepteurs.

L'électricité ne peut circuler que si ce circuit est fermé. D'où l'intérêt d'ajouter des systèmes de coupure du courant (interrupteurs ou disjoncteurs).

Lors d'un accident d'origine électrique, il arrive qu'une personne soit électrisée, c'est à dire que le courant électrique lui traverse le corps. En milieu de travail, de tels accidents du travail sont rares mais souvent graves : chaque année une dizaine de travailleurs meurent électrocutés (cf. statistiques). Le temps d'intervention des premiers secours est déterminant dans l'évolution de l'état de santé des accidentés. C'est pourquoi il est indispensable que les personnes travaillant à proximité d'installations électriques sous tension aient des notions de secourisme.

Les premières minutes qui suivent l'accident sont très importantes pour les chances de survie, c'est pourquoi il importe d'agir vite. Dans tous les cas, il faut commencer par couper le courant sans toucher le corps de la victime (par un interrupteur, un disjoncteur, en débranchant la prise...).

La rapidité d'intervention des secours est déterminante.

Si une telle coupure ne peut être réalisée rapidement, il faut libérer l'accidenté du contact avec les parties sous tension en prenant garde à ce que personne d'autre ne puisse s'électriser.

Ensuite, il faut appeler les secours : un sauveteur secouriste du travail puis le SAMU et/ou les pompiers. Il ne faut pas perdre de vue la victime tant que les secours ne sont pas arrivés. L'arrêt de la respiration devrait entraîner au plus vite un bouche-à-bouche et l'arrêt du pouls un massage cardiaque.

Lors d'interventions réalisées à proximité de lignes basse tension, l'utilisation de protections individuelles est obligatoire. Pour la haute tension, aucun équipement individuel n'est suffisant, c'est pourquoi les intervenants doivent obligatoirement se tenir éloignés des pièces sous tension.

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont personnels. Ils ne peuvent être attribués à un nouveau titulaire qu'après avoir été nettoyés, désinfectés et vérifiés.

Les EPI doivent être conformes aux exigences essentielles de sécurité et santé de la directive européenne 89/686/CEE dite "directive EPI") et faire l'objet du marquage de conformité CE.

Les travaux effectués hors tension sont les seuls présentant une sécurité totale vis-à-vis du risque électrique, à condition que l'on soit sûr que toute tension est effectivement supprimée et qu'elle le reste. Pour cela, il faut appliquer la procédure de consignation.

Consigner une installation électrique c'est :

- séparer cette installation de toute source de tension,
- interdire toute remise sous tension en condamnant les appareils de séparation en position ouverte,
- identifier
- vérifier
- effectuer

Toute consignation doit être signalée par une pancarte bien visible.

Pour intervenir sur quelle installation électrique que ce soit, il est nécessaire de posséder une habilitation délivrée par le chef d'établissement. Cette habilitation est la reconnaissance d'une qualification.

Elle légitime la capacité d'une personne à effectuer des opérations en toute sécurité et à connaître la conduite à tenir en cas d'accident. Il existe plusieurs niveaux d'habilitation en fonction de :

- la nature des interventions (dépannage, raccordement, essais, vérifications, consignations, travaux sous tension, nettoyages sous tension, travail au voisinage),
- la nature des travaux (d'ordre non électrique, d'ordre électrique),
- La tension des installations (basse tension, haute tension).

La nature d'une habilitation est symbolisée par lettres et un indice numérique :

1ère lettre : domaine de tension	Indice : personnel	2ème lettre : nature des opérations
B : basse tension H : haute tension	0 : non électricien 1 : électricien 2 : chargé de travaux	Néant : travaux hors tension T : travaux sous tension V : travaux au voisinage C : consignation R : intervention N : nettoyage sous tension

NB : Cette classification est détaillée dans la publication UTE C18-510.

La formation à opérer en sécurité sur un ouvrage électrique vise uniquement à apprendre et à faire

comprendre aux salariés concernés les risques encourus ainsi que les méthodes à acquérir pour les prévenir. Elle n'a pas pour but d'enseigner l'électricité.

Pour les opérations hors tension ou à proximité de pièces nues sous tension, un contenu type de formation est proposé par l'INRS (cf. "L'habilitation en électricité. Démarche en vue de l'habilitation du personnel" réf. ED 1456). Les formations théoriques doivent être suivies par des stages pratiques puis par une évaluation.

Le personnel devant exécuter des travaux sous tension doit suivre, au préalable, une formation spécifique dans l'un des centres agréés par le Comité des travaux sous tension.

Pour obtenir une habilitation, le salarié doit pouvoir présenter à son employeur un certificat d'aptitude délivré par le médecin du travail.

Sur le plan réglementaire, il n'existe pas de critères d'aptitude médicale ni de contre-indication à la pratique d'un métier soumis au risque électrique. L'habilitation est symbolisée de manière conventionnelle par une ou

plusieurs lettres suivies d'un indice numérique.

La première lettre caractérise le domaine de tension concerné,

La deuxième lettre, si elle existe, précise la nature des opérations que le titulaire peut effectuer,

Le chiffre précise la catégorie du titulaire.

Ces symboles sont précisés sur le titre d'habilitation dont le titulaire doit disposer pendant ses heures de travail. Les habilitations doivent être revues annuellement.

Pour délivrer une habilitation, l'employeur doit s'être assuré que :	
	<p>Le salarié a suivi une formation adaptée aux travaux à effectuer,</p> <p>Le salarié a bien assimilé cette formation attestée par un contrôle des connaissances,</p> <p>Le salarié a éventuellement suivi une formation de recyclage,</p> <p>L'aptitude médicale délivrée par le médecin du particuliers auxquels le salarié sera exposé,</p> <p>Le salarié possède un recueil des consignes de sécurité,</p> <p>Si le salarié est un intérimaire, il doit pouvoir justifier d'une pratique dans les 6 derniers mois.</p>

Selon la réglementation en vigueur, il est interdit de confier aux mineurs des travaux intéressant des installations électriques dans lesquels la tension dépasse 250 V en courant alternatif ou 600 V en courant continu. Des dérogations peuvent cependant être accordées à titre individuel par l'Inspection du travail après avis d'un médecin.

2.10.24 – Contraintes liées aux travaux de démolition diverses de maçonneries

L'entrepreneur en charge des travaux de démolition diverses de maçonneries devra s'assurer :

- Que le circuit électrique a été mis hors tension par une personne habilitée à cet effet,
- Que le circuit gaz est purgé et hors service,
- Que les bouteilles de gaz se trouvant dans l'emprise des travaux soient enlevées par le Maître d'Ouvrage,
- Que toute structure portante démolie partiellement devra faire l'objet d'un étalement suffisant qui sera validé par le Maître d'œuvre,

Toute ouverture dans un mur en parpaings ou en brique devra être étayée durant la réalisation du chaînage périphérique.

2.10.25 – Contraintes liées aux développements des incendies

L'incendie est une combustion qui se développe généralement d'une manière désordonnée et incontrôlée.

En milieu professionnel une des causes fréquentes est liée à la fabrication, l'utilisation, le conditionnement ou le transport de substances dangereuses telles que définies dans l'article R.231-51 du Code du travail qui précise, entre autres, les catégories de substances et préparations dangereuses suivantes :

- Comburantes : substances et préparations qui, au contact d'autres substances, notamment inflammables, présentent une réaction fortement exothermique
- Extrêmement inflammables : substances et préparations liquides dont le point d'éclair est extrêmement bas et le point d'ébullition bas, ainsi que substances et préparations gazeuses qui, à température et pression ambiantes, sont inflammables à l'air
- Facilement inflammables : substances et préparations :
 - qui peuvent s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie
 - à l'état solide, qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et continuer à brûler ou à se consumer après l'éloignement de cette source
 - à l'état liquide, dont le point d'éclair est très bas ;
 - ou qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz extrêmement inflammables en quantités dangereuses
- Inflammables : substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est bas

On distingue 4 classes de feux :

- Classe A : feux de matériaux solides (cellulose, bois, tissus, papiers, etc.) dont la combustion se fait généralement avec formation de braises. Ces feux sont aussi dits "feux secs"
Extinction par eau pulvérisée ou à jet plein ; extincteurs à poudre polyvalente
- Classe B : feux de liquides et de solides liquéfiables : produits pétroliers, alcools, solvants organiques, huiles, graisses. Ces feux sont aussi dits "feux gras"
Extinction par étouffement (sable) ou par extincteurs à poudre, à mousse, à neige carbonique, à halogénés, à eau pulvérisée
- Classe C : feux de gaz : méthane, butane, propane, gaz de ville, etc...
Couper impérativement le circuit de gaz avant de tenter son extinction (sinon risque d'explosion) avant l'utilisation d'extincteurs à poudre, à mousse, à neige carbonique, à halogénés
- Classe D : feux de métaux : sodium, magnésium, aluminium, uranium, etc...
Extincteurs à poudre ou à liquides spéciaux ou par étouffement (sable, matériau pulvérulent sec)

Le risque incendie est présent dès qu'un triangle de feu est constitué.

Les éléments de ce triangle sont :

- un combustible : bois, plastique, produits inflammables, essence, gaz, charbon, papiers...
- un comburant (le plus souvent l'oxygène de l'air présent partout)
- une source d'énergie (une étincelle, un frottement... dite énergie d'activation remplacée ensuite par la chaleur "auto-produite" par la combustion).

Le risque est donc général mais il doit être particulièrement craint :

- sur les lieux de réception de ces produits
- sur les lieux de stockage de ces produits
- dans les ateliers, laboratoires, garages, chaufferies où sont utilisés ces produits
- ainsi que dans les lieux au voisinage de ces activités.

Aux risques propres à l'incendie peuvent s'ajouter :

- des risques chimiques avec intoxication par les émanations des produits
- des risques d'explosion avec projections de corps étrangers
- des risques d'accident de circulation en cas d'incendie dans un véhicule de transport
- des risques électriques par rupture ou surchauffe de l'alimentation

- Enfin il existe d'importants risques économiques liés à la destruction des bâtiments industriels et commerciaux et/ou des habitations, à la perte des biens personnels ou professionnels (stocks, données...), ainsi qu'à la mise au chômage technique en attendant la remise en état. Ces risques concernent non seulement le lieu du sinistre mais également son voisinage.

Les préventions techniques collectives à mettre en place sont les suivantes :

- Les produits inflammables doivent être répertoriés notamment par le recueil et l'étude des fiches de données de sécurité et signalés par les moyens les plus appropriés.
- Les interventions mettant en oeuvre des sources d'énergie doivent faire l'objet de procédures d'intervention : permis de feu.
 - Les dégagements doivent en nombres et tailles suffisants. Ils doivent être laissés libres d'accès avec ouverture vers la sortie. Ils doivent être éclairés et signalés.
 - Les accès aux zones de travaux doivent permettre une évacuation rapide des personnes et l'accès facile aux équipes de secours.
 - Les zones de travaux doivent avoir une ventilation appropriée.
- Une formation dispensée aux travailleurs sur l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et à l'évacuation (Article R.232-12-21 du Code du travail) devra être dispensé avant tout intervention du personnel.
- Pour le personnel travaillant dans des milieux où il existe un risque d'incendie du matériel spécifique doit être prévu pour le travail ainsi que pour les premiers secours en cas d'incendie :
 - Lampes, outils antidéflagrants
 - Vêtements de protection ignifugés (Article R.231-54-4 du Code du travail)
 - Tenues de lutttes contre le feu (Article R.231-54-4 du Code du travail)
 - Vêtements en tissus naturel
 - Couvertures anti-feu
- Obligation de matériel de premiers secours adaptés à la nature du risque et facilement accessible sur le lieu de travail.

2.10.26 – Contraintes liées à la réalisation des ouvrages provisoires (étais, blindage, échafaudage, etc...)

En phase provisoire, il n'est pas rare de rencontrer des ouvrages ou parties d'ouvrage présentant des risques d'instabilité et donc constituant une menace pour la sécurité des intervenants (éléments préfabriqués, ouvrages provisoires tels que parois berlinoises, talus, etc.). Il s'agit bien d'un risque de co-activité pour tous les intervenants.

Selon l'article 34 du CCTG (cahier des clauses techniques générales), fascicule 65, approuvé par l'arrêté du 6 mars 2008, qui traite de l'exécution des ouvrages d'art en béton armé ou précontraint, un plan de qualité doit être présenté, pour ce type d'opération, par l'entreprise au maître d'œuvre, notifiant les dispositions de moyens et d'organisation pour satisfaire aux exigences.

Le plan qualité traite de l'organisation générale (affectation des tâches et des moyens en personnel ; identification des parties concernées) et exige notamment la désignation du (des) chargé(s) des ouvrages provisoires (COP).

Le COP assure toutes les coordinations nécessaires au bon déroulement des opérations impliquées par les ouvrages provisoires, qu'il s'agisse de conception, d'exécution ou de sécurité du personnel et des tiers. En règle générale, c'est souvent le responsable du chantier qui assume cette fonction.

Sa mission consiste à s'assurer que les réponses apportées à l'évaluation des risques relatifs aux ouvrages provisoires sont pertinentes pour leur maîtrise et, notamment, à vérifier que :

- l'étude des ouvrages provisoires repose sur les données convenables et comporte toutes les précisions nécessaires à l'exécution, depuis les fondations ou supports jusqu'aux surfaces coffrantes ;
- l'interprétation des études fournies est correcte et l'exécution de ces ouvrages est conforme aux études

fournies (dessins, charges exercées, programmes de mise en œuvre, consignes diverses).

Les ouvrages provisoires sont constitués par :

- les étalements ;
- les coffrages classiques ou outils spéciaux (coffrages outils, grimpants, glissants, équipages mobiles...) ;
- les échafaudages de service, les plates-formes de travail ;
- les dispositifs particuliers vis-à-vis des risques de chute de personnes, d'éléments, de matériel et des risques de choc accidentel ;
- les dispositifs de brélage lors de travaux de précontrainte.

Ces dispositions (notices et procédures) seront introduites dans le plan qualité et complétées par les mesures de prévention à la mise en œuvre des ouvrages provisoires qui seront explicitées dans le PPSPS de l'entreprise.

Les dossiers d'exécution des ouvrages provisoires devront être validés par un organisme de contrôle accrédité par le journal officiel. Ce bureau de contrôle sera mandaté (phase étude et phase réalisation) par l'entreprise pour chaque ouvrage provisoire et dont les frais financiers seront rémunérés par l'entreprise.

2.10.27 - Contrainte liée à la mise en œuvre et l'entretien des protections collectives

Chaque entreprise définira dans son PPSPS et mettra en œuvre toutes les protections collectives contre les chutes de hauteur en périphérie et au droit des trémies.

Les entreprises qui bénéficient des protections collectives sont responsables du maintien en place et en bon état de ces protections collectives et devront signaler dans leur PPSPS les solutions de substitution en cas de dépose pour la réalisation de leur travaux.

2.10.28 - Contraintes liées à la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante (présence éventuelle de réseaux en amiante ciment dans les emprises des travaux).

Les fibres d'amiante sont constituées de faisceaux de fibrilles qui se séparent très facilement sous l'effet d'usinages, de chocs, de frottements... pour former un nuage de poussières très fines, souvent invisibles à l'œil nu.

La dimension des fibres est déterminante pour évaluer leurs effets sur la santé :

- plus une particule est petite, plus elle peut pénétrer profondément dans l'appareil respiratoire ;
- plus les fibres sont longues et fines, plus l'organisme a des difficultés à les éliminer, et plus elles sont dangereuses.

Les fibres retenues dans les poumons peuvent interagir localement avec les tissus et provoquer une inflammation du poumon et/ou du tissu qui l'enveloppe : la plèvre.

Ces manifestations sont très progressives et ne se détectent pas facilement à un stade précoce. Si la quantité de fibres retenues est importante, une fibrose du poumon profond, l'asbestose, peut apparaître après plusieurs années.

Les cellules épithéliales des bronches sont également altérées par les fibres (divisions cellulaires perturbées). Dans certains cas et après un long temps de latence (entre le début de l'exposition et l'apparition de la maladie), une transformation cancéreuse peut survenir (cancer broncho-pulmonaire). Ces cancers broncho-pulmonaires seront d'autant plus fréquents qu'il existe une exposition concomitante à d'autres agents cancérogènes.

Enfin, certaines fibres vont avoir tendance à migrer vers l'extérieur de la cavité pleurale pour atteindre son enveloppe externe : la plèvre pariétale. A ce niveau, on pourra également voir se développer des zones de fibroses localisées (appelées plaques pleurales), ou après une latence encore plus longue, un cancer de la plèvre : le mésothéliome. Avant chaque chantier de retrait ou de confinement, l'entreprise intervenant doit établir un Plan de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante (PRC).

Ce PRC décrit l'ensemble des mesures établies afin de :

- réduire au niveau le plus faible possible l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux,

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR Page 43 sur 108
--	--	--

éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux,

- assurer les protections collectives et individuelles des travailleurs intervenants pour l'ensemble des risques, garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux.

Le plan doit être soumis à l'avis du médecin du travail, du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ou, à défaut, des délégués du personnel. Il est transmis, un mois avant le démarrage des travaux, à l'inspecteur du travail, aux agents de prévention des Caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et, le cas échéant, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Les techniques de retrait d'amiante friable sont choisies de façon à :

- limiter l'exposition des travailleurs aux fibres d'amiante pendant les travaux, réduire au niveau le plus faible possible l'émission de fibres dans l'environnement du chantier,
- faciliter l'enlèvement des débris et l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, en fonction de la nature et de la géométrie du support, réduire à un niveau acceptable la charge physique des salariés compte tenu de la pénibilité et des contraintes de ces chantiers.

Les travaux de confinement ou de retrait d'amiante non friable, à l'exception des travaux de retrait de matériaux non friables en milieu extérieur, doivent être réalisés par une entreprise certifiée pour ce type de chantiers.

Le retrait et le confinement de matériaux contenant de l'amiante non friables sont des opérations qui justifient la prise en compte de mesures particulières, telles que :

- la coordination de la prévention lors des opérations,
- l'information des tiers et des organismes,
- l'identification du danger et l'évaluation des risques,
- l'organisation de l'opération,
- l'organisation des premiers secours et les secouristes,
- les matériels et équipements de chantier et de protection collective et individuelle.

2.10.29 – Contraintes liées aux travaux relatifs à la mise en œuvre d'enrobés

Le Coordonnateur SPS rappelle que l'ouvrier en enrobé exécute des travaux pour la réalisation de revêtements en produits noirs. Il exécute la finition par épandage et réglage de la couche d'enrobé dite couche de roulement, en équipe autour du finisseur (engin appliquant l'enrobé).

FORMATION - QUALIFICATION

- * L'emploi est accessible avec des formations de niveau V dans le domaine du bâtiment et des travaux publics ou une expérience professionnelle.

PRESENTATION DE L'ACTIVITE PRINCIPALE

LIEUX D'ACTIVITE

- * Chantier de plein air (route, autoroute, parking).

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

- * L'activité se déroule en extérieur à plusieurs autour d'un engin appelé finisseur sur de grandes surfaces à traiter, ou manuellement sur de petites surfaces pour les reprises d'enrobés avec usage de pelles, de rateaux, de balais de table vibrants.
- * On répand l'enrobé chaud (80° à 160°) apporté par camion ou au voisinage d'une machine complète, avec une finition manuelle.

MACHINES ET OUTILS UTILISES

- * Finisseur, pelles, rateaux, balais de table vibrants

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 44 sur 108
---	--	--

PRODUITS ET MATERIAUX UTILISES

- * Bitume, asphalte

PUBLIC ET RELATIONS SOCIALES

- * Travail en équipe.

ACTIVITES POUVANT ETRE ASSOCIEES

- * Néant

DANGERS ET RISQUES

RISQUES PHYSIQUES

- * Vibrations de machines outils
- * Travail en extérieur avec exposition aux UV et aux intempéries
- * Fumées de bitume, chaleur

RISQUES SENSORIELS

- * Bruit supérieur à 85 dB
- * Mauvaises odeurs

RISQUES BIO-MECANIQUES

- * Station debout prolongée
- * Manutention manuelle de charges lourdes (brouettes)
- * Contraintes posturales

RISQUES CANCEROGENES, MUTAGENES OU TOXIQUES POUR LA REPRODUCTION

- * Vapeurs de bitumes contenant des molécules complexes, aromatiques, poly aromatiques, naphténiques ; certains hydrocarbures aromatiques polycycliques sont cancérogènes.
- * Rayonnement ultraviolet (UV) solaire pouvant être responsable de cancers de la peau

RISQUES CHIMIQUES

- * Liants hydrauliques
- * Bitumes, résidus de distillation du pétrole (asphalte)
- * Goudron de houille : fournit les dérivés huileux qui servent de fluxants des bitumes

RISQUES BIOLOGIQUES

- * Dermites
- * Conjonctivites
- * Mycoses des pieds
- * Irritation respiratoire
- * Irritation digestive

CHARGE MENTALE

- * Contraintes de temps : travail rapide pour que l'enrobé ne refroidisse pas

RISQUES ORGANISATIONNELS

- * Travail de nuit
- * Eloignement du domicile
- * Repas précaires

AUTRES RISQUES

- * Néant.

RISQUES POUR LA SANTE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

- * Blessures des mains, plaies
- * Ecrasements des membres par les camions qui chargent le finisseur à proximité
- * Chutes de hauteur ou de plain-pied
- * Lombalgies d'effort
- * Brûlures par l'enrobé chaud (80° à 160°)
- * Incendie, explosion par les liants et les combustibles

MALADIES PROFESSIONNELLES

- * Tableau n°16 RG : Affections cutanées ou affections des muqueuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille (comprenant les fractions de distillations dites phénoliques, naphtaléniques, acénaphténiques, anthracéniques et chryséniques), les brais de houille et les suies de combustion du charbon
- * Tableau n°16 bis RG : Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille (comprenant les fractions de distillation dites phénoliques, naphtaléniques, acénaphténiques, anthracéniques et chryséniques), les brais de houille et les suies de combustion du charbon
- * Tableau n°42 RG : Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels
- * Tableau n°57 RG : Affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail
- * Tableau n°69 RG : Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes
- * Tableau n°77 RG : Périonyxis et onyxis
- * Tableau n°79 RG : Lésions chroniques du ménisque
- * Tableau n°97 RG : Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par les vibrations de basses et moyennes fréquences transmises au corps entier
- * Tableau n°98 RG : Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par la manutention manuelle de charges lourdes

AUTRES RISQUES : néant

SURVEILLANCE MEDICALE

SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE

Les travailleurs exposés aux goudrons, aux agents cancérogènes, au bruit, ceux travaillant la nuit sont soumis à une surveillance médicale renforcée.

VISITE MEDICALE

- * Visite d'embauche (préalable à l'affectation pour l'exposition aux agents cancérogènes et pour le travail de nuit)
- * Puis visite annuelle sauf pour le travail de nuit pour lequel il doit y avoir une visite médicale tous les six mois

EXAMENS COMPLEMENTAIRES

- * Audiogramme en cas d'exposition au bruit

VACCINATIONS : néant

SURVEILLANCE CONSEILLEE

VISITE MEDICALE

- * Contrôle de la vue (acuité visuelle, champ visuel, vision des couleurs) et de l'audition
- * Surveillance dermatologique et ostéo-articulaire

- * Etat cardio-pulmonaire

EXAMENS COMPLEMENTAIRES

- * Epreuves fonctionnelles respiratoires (EFR) à l'embauche ou dans l'année qui suit l'affectation au poste puis tous les 3 ans

VACCINATIONS

- * DTPolio tous les 10 ans

SUIVI POST PROFESSIONNEL

- * Une attestation d'exposition aux agents chimiques dangereux est remplie par l'employeur et le médecin du travail et remise au travailleur à son départ de l'établissement.
- * Le suivi post professionnel sera réalisé par le médecin du travail si le salarié n'est plus exposé mais s'il travaille encore dans l'entreprise. Sinon, il sera réalisé par le médecin traitant.
- * Pour l'exposition aux goudrons de houille, le suivi comportera une consultation dermatologique tous les deux ans.

DOSSIER MEDICAL

- * La durée de conservation du dossier médical est de 50 ans à compter de la cessation de l'exposition à des agents cancérigènes ou à des agents chimiques dangereux.

RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT

POLLUTIONS

- * Pollution sonore du voisinage à l'occasion des travaux
- * Fumées irritantes ou toxiques, poussières pouvant altérer le sol et les végétaux

ACCIDENTS, INCENDIE, EXPLOSION

- * Néant

AUTRES RISQUES

- * Néant

ACTIONS PREVENTIVES

PREVENTION TECHNIQUE COLLECTIVE

- * Signalisation temporaire et balisage du chantier
- * Réduction du bruit et des vibrations de la plate-forme du finisseur en l'isolant de son support
- * Organisation des secours avant le début des travaux (procédures, secourisme, dispositif d'alerte, matériel de secours)
- * Vérification des extincteurs
- * Local, emplacement ou véhicule aménagé comprenant des vestiaires et des installations sanitaires
- * Interdiction de fumer

FORMATION, SENSIBILISATION

- * Information sur les risques en continu par le biais d'affiches ou par l'organisation de campagnes de sensibilisation et de prévention
- * Secourisme

PREVENTION INDIVIDUELLE : équipements de protection individuelle normalisés

- * Chaussures ou bottes de sécurité résistant à la chaleur, isolantes sur enrobé chaud
- * Vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 3 ou 2
- * Vêtement de travail intégrant des plaques protectrices amovibles pour les genoux

- * Ecran facial, masque, lunettes
- * Gants adaptés
- * Protections auditives antibruit
- * Casque de chantier

REGLEMENTATION

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

- * Arrêté du 1er juin 2004 relatif au titre professionnel de chef d'équipe en voirie et réseaux divers
- * Arrêté du 11 septembre 2003 relatif au titre professionnel de canalisateur
- * Arrêté du 8 septembre 2003 relatif au titre professionnel de constructeur professionnel en voirie et réseaux
- * Arrêté du 15 juin 1993 pris en application de l'article R.231-69 du code du Travail déterminant les recommandations que les médecins du travail doivent observer en matière d'évaluation des risques et d'organisation des postes de travail comportant le recours à la manutention manuelle de charges
- * Arrêté du 29 janvier 1993 portant application de l'article R.231-68 du code du Travail relatif aux éléments de référence et aux autres facteurs de risque à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques et l'organisation des postes de travail lors des manutentions manuelles de charges comportant des risques, notamment dorsolombaires

RECOMMANDATIONS ET NORMES

RECOMMANDATIONS DE LA CNAMTS

- * R361 Vêtements de protection utilisés dans le bâtiment et les travaux publics

NORMES (AFNOR)

- * NF EN 397. Août 2002. Casques de protection pour l'industrie
- * NF P 98-149. Juin 2000. Enrobés hydrocarbonés. Terminologie. Composants et composition des mélanges, mise en œuvre, produits, techniques et procédés
- * NF P 98-130. Novembre 1999. Enrobés hydrocarbonés. Couches de roulement et couches de liaison : Bétons bitumeux semi-grenus (BBSG)
- * NF EN 536. Juillet 1999. Machines pour la construction des routes. Centrales de production de mélanges bitumeux. Exigences de sécurité
- * NF EN 345. Juin 1997. Spécification des chaussures de sécurité à usage professionnel
- * NF P 98-114-2. Novembre 1994. Assises de chaussées. Méthodologie d'étude en laboratoire des matériaux traités aux liants hydrauliques. Partie 2 : Sables traités aux liants hydrauliques
- * NF EN 471. Août 1994. Vêtements de signalisation à haute visibilité.

3 - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISES PAR LE COORDONNATEUR ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

Rappel sur les principes généraux de prévention :

A mettre en œuvre par le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur (Article L235.1 du Code du Travail) :

- Eviter les risques,
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- Donner des instructions appropriées aux travailleurs.

3.1 - Voies, zone de déplacement, circulations horizontales et verticales

3.1.1 - Circulation intérieure au chantier

Le titulaire du lot n°01 prendra en charge les frais de dévoiement éventuels des piétons et/ou les mesures de protection pour éviter toute chute de charge lors des travaux superposés (tunnel de protection, etc....).

La circulation, le déchargement, ou déchargement des véhicules se feront sous le contrôle et la direction d'un ouvrier de l'entreprise concernée.

Lorsqu'un chantier comporte habituellement un important mouvement de camions, et lorsque les conducteurs doivent effectuer des manœuvres, et notamment une manœuvre de recul, dans des conditions de visibilité insuffisantes, une ou, plusieurs personnes, doivent soit par la voix, soit par des signaux conventionnels, d'une part diriger le conducteur, d'autre part, avertir les personnes survenant dans la zone où évoluent les véhicules.

Les mêmes précautions doivent être prises lors du déchargement d'une benne de camion.

Les entretiens de la signalisation intérieure et des aires de circulation seront à la charge et au frais de l'entrepreneur titulaire du lot n°01.

3.1.2 - Circulation extérieure au chantier

Les accès devront être maintenus dégagés à tout moment :

- D'une manière générale tout entrepreneur devra à tout moment laisser libre l'accès au chantier, de baliser et protéger ses tranchées ouvertes et respecter le zoning prévu au plan d'installation de chantier,
- Les zones de stockage n'empiéteront pas sur les zones de circulations,
- Les zones de livraisons devront être maintenues propres et libres de tous les déchets et matériaux et véhicules.

3.2 - Conditions de manutention matériels et matériaux

3.2.1 - Moyens de levage et de manutentions

Pour les lots nécessitant un levage mécanique, les entreprises indiqueront clairement dans leur P.P.S.P.S. le type de levage prévu et fourniront les attestations de visites techniques datant de moins de 6 mois.

Les manutentions devront être effectuées hors des postes de travail non protégés ou après s'être assuré que le personnel ne se trouve pas dans la zone de manutention.

Les déplacements et levages de matériels et matériaux lourds ou difficiles à manipuler ne devront se faire qu'avec des moyens appropriés que les entreprises mettront en œuvre à leurs frais et sous leur responsabilité.

Les déplacements de charges à l'horizontal devront être réalisés avec des moyens appropriés, type transpalette ou chariot et sur des aires de roulement convenablement aménagées.

Il est formellement interdit de transporter des personnes au moyen des grues et autres appareils qui sont destinés uniquement au transport des charges.

Nous rappelons que les opérations de levage sont toutes réglementées (décret du 23 août 1947 et ses arrêtés dont celui du 8 janvier 2005 modifié).

1/ Grue :

Réglementation :

- Consignes de conduite,
- Consignes de levage,
- Registre de contrôle,
- Extincteur,
- Dispositif de sécurité tel que l'arrêt d'urgence.

Procédure :

- Epure de levage à présenter au coordonnateur,
- Conducteur habilité,
- Opération de levage sous la conduite d'un chef de manœuvre.

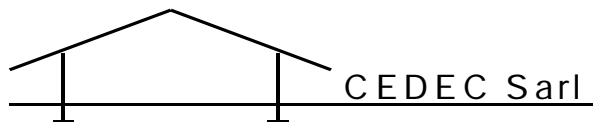
Précautions :

- Balisage de la zone d'évolution,
- Avoir toujours une bonne visibilité de la charge,
- Guidage de la charge par corde de maintien,
- Fixation des élingues.

2/ Vérins-crics :

Réglementation

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 50 sur 108
--	--	--



- Bon calage,
- Points d'appuis stables,
- Bon état de fonctionnement.

3/ Treuils :

Précautions

- Vérifier l'état du câble,
- Système de blocage freinage du tambour pour retenir la charge,
- Vérification régulière par un organisme agréé (6 mois).

Un plan de levage est nécessaire dans tous les cas et comporte les éléments suivants :

- Le schéma de l'itinéraire des charges et des grues,
- Les conditions de levage :
 - Portée,
 - Flèche,
 - Poids de la charge,
 - Poids de la charge maximale.
- La description détaillée de l'opération de levage avec :
 - L'emplacement des grues,
 - Les séquences des opérations.
- Le plan détaillé de la zone d'opération qui permet d'évaluer :
 - Les conséquences de chute de la charge,
 - Les conséquences de chute de la grue.
- Les précisions sur les produits en circulation.

En guise de prévention des risques de renversement des grues à tour sous l'effet du vent, la recommandation R 406 du Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés sera de vigueur.

RÉGLEMENTATION

PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'UTILISATION

■ pour toutes les grues

Code du travail : article R. 233-1

1^{er} alinéa : "Le chef d'établissement doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver la santé et la sécurité des travailleurs, conformément aux obligations définies par l'article L. 233-5.1 et aux prescriptions particulières édictées par les décrets prévus au 2^e de l'article L. 231-2. "

2^{ème} alinéa : " A cet effet, les équipements de travail doivent être choisis en fonction des conditions et des caractéristiques particulières du travail. En outre, le chef d'établissement doit tenir compte des caractéristiques de l'établissement susceptibles d'être à l'origine des risques liés lors de l'utilisation de ces équipements de travail. "

3^{ème} alinéa : " Lorsque les mesures prises en application des alinéas précédents ne peuvent pas être suffisantes pour assurer la sécurité et préserver la santé des travailleurs, le chef d'établissement doit prendre toutes autres mesures nécessaires à cet effet, en agissant notamment sur l'installation des équipements de travail, l'organisation de travail ou les procédés de travail. "

Article R. 233-5

" Les équipements de travail et leurs éléments doivent être installés et pouvoir être utilisés de manière telle que leur stabilité soit assurée. "

Article R. 233-13-1

" Les équipements de travail démontables ou mobiles servant de levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. "

Article R. 233-13-13

" Lorsqu'ils sont d'une hauteur supérieure à celles fixées par arrêté conjoint des ministres chargés du travail et de l'agriculture, l'emploi à l'air libre d'équipements de travail servant au levage de charges non guidés doit cesser dès que la dégradation des conditions météorologiques est susceptible de compromettre la sécurité de leur fonctionnement et d'exposer toute personne à un risque. Dans ce cas l'employeur doit disposer des moyens et des informations lui permettant d'avoir connaissance de l'évolution des conditions météorologiques. Des mesures de protection, destinées notamment à empêcher le renversement de l'équipement de travail, doivent être prises. "

Article R. 233-20

" Un équipement de travail doit porter les avertissements, signalisations et dispositifs d'alerte indispensables pour assurer la sécurité des travailleurs. Ces avertissements, signalisations et dispositifs d'alerte doivent être choisis de façon à être perçus et compris facilement sans ambiguïté. "

" Lorsque les opérateurs ont la possibilité de choisir et régler les caractéristiques techniques de fonctionnement d'un équipement de travail, celui-ci doit comporter toutes les indications nécessaires pour que ces opérations soient effectuées d'une façon sûre. La vitesse limite au-delà de laquelle un équipement de travail peut présenter des risques doit être précisée clairement. "

PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA CONSTRUCTION

■ grues dont la mise en service est antérieure au 1^{er} janvier 1995

Ces grues doivent faire l'objet d'une mise en conformité avec les articles R. 233-15 à R. 233-41 du code du travail, notamment :

Article R. 233-32

" Les équipements de travail servant au levage des charges doivent être équipés et installés de manière à assurer leur solidité et leur stabilité pendant l'emploi. "

■ grues dont la mise en service est postérieure au 1^{er} janvier 1995

Code du travail : article R. 233-83 du code du travail

" Les équipements de travail auxquels s'appliquent les obligations définies au 1 de l'article L 233-5 sont ceux qui entrent dans une des catégories suivantes " :

" (1^{er} alinéa) : machines y compris les machines destinées à l'industrie d'extraction des minéraux ".

" Les grues à tour répondent à la définition donnée dans cet alinéa. "

Code du travail : R. 233-84

" Les règles techniques applicables aux machines neuves ou considérées comme neuves visées au 1^{er} de l'article R. 233-83 aux accessoires de levage, aux composants d'accessoires de levage, aux chaînes, câbles et sangles de levage à la longueur neufs ou considérés comme neufs respectivement visés aux 3^e, 4^e et 5^e dudit article et aux structures de protection neuves respectivement visées aux 1^{er} et 2^e de l'article R. 233-83-2, sont définies par l'annexe 1 figurant à la fin du présent livre."

En tant que de besoin, les précisions techniques concernant les règles susmentionnées, telles que notamment les dispositions relatives aux coefficients d'utilisation des câbles et chaînes de levage ou les indications devant figurer sur les machines, sont déterminées par des arrêtés des ministres chargés du travail, de l'agriculture, des douanes, de l'industrie et de la consommation, pris après avis du Conseil Supérieur de la prévention des risques professionnels et de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture.

Annexe 1

" Règles techniques de conception et de fabrication prévues par l'article R. 233-84 ".

Par ailleurs l'entreprise se fera assister par un Organisme de Contrôle compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et de la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de contrôle de l'Organisme de Contrôle sera présenté au Coordonnateur S.P.S. avant toute mise en service de l'appareil.

Il y a impérativement lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire, et de respecter toutes interdictions de survols ou autres contraintes locales.

L'entreprise concernée par la mise en place de la grue devra tenir compte également de la recommandation ED 813 relative aux grues à tour.

Ce manuel pratique est pour l'essentiel destiné aux conducteurs de grues à tours, ainsi qu'au personnel d'entretien. Il concerne également le personnel d'encadrement.

Il rappelle de la réglementation et de la normalisation existante, la description des grues à tour, les conseils de prudence destinés au grutier : avant la prise de poste, durant le travail, au moment de quitter son poste, les conseils pour l'entretien de la grue.

Par ailleurs on tiendra compte des recommandations suivantes :

- Grues à tour. Contrôle des boulons de fixation des couronnes d'orientation -Recommandation R 136 Recommandations adoptées par le Comité technique national du bâtiment et des travaux publics le 10 janvier 1978.
- Interventions sur les grues à tour - Recommandation R 158 Recommandations adoptées par le Comité technique national des industries du bâtiment et des travaux publics le 17 janvier 1979.
- Les grues à tour - Brochure ED 128 Les grues à tour sont des équipements de travail utilisés sur les chantiers de construction pour le déplacement des charges.

Le dossier des ouvrages provisoire relatif à la réalisation des fondations des grues devra être validé par un bureau de contrôle accrédité (phase conception et phase réalisation).

3.2.2 – Manutentions manuelles des charges

Quelques définitions :

- * Manutention manuelle : toute opération exigeant l'effort physique d'un ou plusieurs travailleurs
- * Transport manuel : portage sur une certaine distance d'une charge à une ou plusieurs personnes
- * Manutention manuelle au poste de travail : manutention au poste de travail sans déplacement de l'opérateur avec la charge ou déplacement sur une distance inférieure à deux mètres
- * Poste pénible : poste où la rotation du personnel est importante ou nécessaire, où une alternance avec d'autres opérations moins contraignantes est impérative, où les risques d'accidents lombaires ou d'affection ostéoarticulaire sont réels, où l'on a constaté un fort absentéisme etc...

Description et évaluation du risque :

- * Lorsque la manutention manuelle ne peut être évitée, l'employeur doit évaluer, si possible préalablement, les risques que font encourir les opérations de manutention pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à éviter ou à réduire les risques, notamment dorsolombaires, en mettant en particulier à la disposition des travailleurs des aides mécaniques ou, à défaut de pouvoir les mettre en œuvre, les accessoires de préhension propres à rendre leur tâche plus sûre et moins pénible.
- * Certains facteurs peuvent aggraver la pénibilité de la manutention manuelle :
 - * Facteurs liés à la charge : poids, taille et forme de la charge ; charge située en hauteur ou à déposer en hauteur
 - * Facteurs liés aux locaux de travail : espace de travail exigu, sol encombré, en mauvais état, glissant...
 - * Facteurs d'ambiance : ambiance froide (entrepôt frigorifique) ou chaude (fonderie), intempéries, bruit
 - * Facteurs organisationnels : cadence rapide, gestes répétitifs, travail dans l'urgence, travail posté, travail de nuit
- * Afin d'évaluer la capacité d'adaptation à l'effort du salarié, notamment pour les postes les plus pénibles, le médecin du travail pourra :
 - * Procéder à un enregistrement de la fréquence cardiaque : toute augmentation de plus de trente battements par minute rapportée à la fréquence de repos est un indicateur de charge de travail physique déjà important
 - * A défaut, réaliser une épreuve de Brouha : à pratiquer après la séquence estimée la plus représentative de la pénibilité du poste ; étudie la récupération de la charge de travail et permet d'apprécier la pénibilité du poste

Autres risques pouvant être associés :

- * Conduite d'engins de manutention, d'engins de chantier, de véhicules
- * Gestes répétitifs
- * Bruit
- * Risques chimiques

Principaux risques pour la santé

- * Lombosciatiques
- * Entorses, luxations
- * Fractures, contusions, plaies
- * Chute de la charge
- * Affections péri articulaires provoquées par certains gestes et postures de travail
- * Lésions chroniques du ménisque
- * Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par la manutention manuelle de charges lourdes
- * Fatigue
- * Douleurs musculaires
- * Douleurs articulaires

Prévention technique collective

- * Eviter le recours à la manutention manuelle dès la conception des locaux de travail (implantation, organisation des flux, circulation) ; mettre en place dès l'origine des installations lourdes de levage, stockage, manutention (pont roulant, monte-charge)
- * Evaluer les risques : caractéristiques de la charge, effort physique requis, caractéristiques du milieu de travail, exigences de l'activité

- * Agir sur les objets : contenants (25 kg plutôt que 50), dispositifs de saisie d'objets
- * Installer des dispositifs de mise à hauteur : tables élévatrices, inclinables
- * Faciliter les déplacements horizontaux et verticaux : chariots, transpalettes, convoyeurs, rouleaux, rolls, ponts de liaison, canalisations
- * Aménager les lieux de stockage : rayonnages, stockage dynamique
- * Mettre en place des aides au soulèvement des charges : vérins, manipulateurs
- * Apporter aux postes de travail les aménagements nécessaires : plan de travail, stockage de l'en-cours, posture
- * Améliorer l'organisation du travail : optimisation des flux et des implantations, polyvalence, alternance des tâches, pauses de récupération, effectifs suffisants

Formations et sensibilisation

- * Information sur les risques encourus lorsque les manutentions ne sont pas effectuées d'une manière techniquement correcte
- * Formation pratique à la sécurité relative aux manutentions manuelles
- * Formation gestes et postures

Prévention individuelle

- * Gants de manutention
- * Chaussures de sécurité

Réglementation législative

- * Arrêté ministériel du 20 octobre 2004 fixant la liste des travaux effectués dans les entreprises agricoles et nécessitant une surveillance médicale. *Travaux de manutention manuelle de charges lourdes.*
- * Arrêté du 24 juillet 1995 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé concernant la manutention manuelle de charges.
- * Arrêté du 15 juin 1993 pris en application de l'article R.231-69 du code du Travail déterminant les recommandations que les médecins du travail doivent observer en matière d'évaluation des risques et d'organisation des postes de travail comportant le recours à la manutention manuelle de charges
- * Arrêté du 29 janvier 1993 portant application de l'article R.231-68 du code du Travail relatif aux éléments de référence et aux autres facteurs de risque à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques et l'organisation des postes de travail lors des manutentions manuelles de charges comportant des risques, notamment dorsolombaires
- * Décret n°92-958 du 3 septembre 1992 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé concernant la manutention manuelle de charges comportant des risques, notamment dorsolombaires, pour les travailleurs et transposant la directive (CEE) n°90-269 du conseil du 29 mai 1990 (Article R.231-66 à R. 231-72 du Code du travail : un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes.
- * Articles R.234-5 et R.234-6 du Code du travail : limitation des charges pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans et les femmes : filles de moins de 18 ans 10 kg, garçons de moins de 18 ans 20 kg, femmes 25 kg

Recommandation de la CNAMTS

- * R 367 Moyens de manutention à poussée et/ou à traction manuelle

Normes en vigueur

- * ISO 11228-1:2003. Mai 2003. Ergonomie - Manutention manuelle - Partie 1 : manutention verticale et manutention horizontale
- * X 35-109. Avril 1989. Limites acceptables de port manuel de charges par une personne

Etiquetage

- * Indication de la charge maxima tolérable sur le matériel de manutention

3.3 - Définition et aménagement des zones de stockage

La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portées sur le plan d'installation de chantier. Ces zones seront réalisées par l'entreprise titulaire du lot n°01 qui devra recenser les besoins en superficie de stockage de chacune des entreprises.

Ces aires seront établies sur un sol propre et dressé et si nécessaire, sur un platelage bois.

Elles seront utilisées de telle sorte qu'ils ne présentent aucun risque pour les personnes.

Leur implantation ne devra pas s'opposer à la bonne marche du chantier du point de vue de la circulation et de la sécurité (visibilité, stabilité).

Les aires de déchargement et de stockage ne sont pas figées et devront être définies par les entreprises en accord avec la Maîtrise d'Oeuvre et le Coordonnateur sécurité.

Par ailleurs elles feront l'objet d'une fermeture qui sera réalisée et entretenu par le titulaire lot n°01.

3.4 - Condition de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Chaque entrepreneur à la charge de l'évacuation de ses propres gravats et décombres résultants de ses travaux. Les bois et matériaux contaminés par les termites devront être traités avant évacuation afin de répondre à l'arrêté préfectoral de Martinique visant à limiter la propagation des termites.

Des bennes à gravois en quantité suffisante seront mises en place et devront être vidées régulièrement. Elles seront à la charge du lot n°01.

Le chantier sera propre en permanence, tous les soirs et après toute intervention.

L'entrepreneur concerné veillera en particulier de maintenir les voiries de circulation en bon état de propreté et dépourvues de déchets.

Le rejet provenant des eaux de lavage chargées de produits chimiques notamment pour le nettoyage du matériel est interdit, sauf mise en œuvre de bassins de décantation.

En cas de non-respect des exigences d'hygiène et de sécurité, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais de toutes les entreprises, une entreprise de nettoyage extérieur au chantier.

Les entrepreneurs devront laisser pénétrer sur le chantier cette entreprise de nettoyage et devront lui faciliter la tâche.

Les entrepreneurs ne pourront déposer aucune plainte ni demander aucune indemnité.

Il sera interdit de brûler sur le chantier les détritrus de toute nature, tout sera évacué dans des bennes à gravats.

3.5 - Conditions d'enlèvement des matières dangereuses

L'entreprise concernée par l'enlèvement des matériaux dangereux pour la Santé devra en faire-part OBLIGATOIREMENT dans son PPSPS afin de définir avec les administrations compétentes, les procédures à mettre en place :

- Emballages,
- Stockage en confinement protégé,
- Manutentions,
- Evacuation,
- Précautions à prendre vis à vis des salariés et des tiers occupant les lieux.

Ces matériaux dangereux seront pris en charge par une entreprise spécialisée et dirigée sur un lieu de traitement et de stockage spécifique agréé par la DRIRE (produits et procédures).

3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoire et de l'installation électrique

3.6.1 - Protections collectives

Les protections collectives seront réalisées conformément au décret du 8 janvier 1965 (ancienne appellation). Chaque entreprise devra mettre en place les protections collectives que ses travaux imposent et devront les maintenir pour la durée de ces travaux.

Afin d'obtenir une sécurité maximale, il est préférable de garder les protections le plus longtemps possible et les intégrer dans les modes opératoires des entreprises.

Le maître d'œuvre d'exécution fera le nécessaire pour mener à bien cette mission.

3.6.2 - Accès provisoire

Restriction sur l'utilisation des échelles pour les accès en fond de fouilles (dans le cas où une rampe n'est pas réalisable pour accéder en fond de fouilles, on s'assurera que l'échelle est installée sur un sol stable, contre une surface solide et lisse, et de façon qu'elles ne puissent ni glisser ni basculer.

Les échelles sont des moyens d'accès et non pas des postes de travail.

3.6.3 - Installation électrique

Le raccordement sur le réseau existant devra être prévu pendant toute la durée du chantier et sera réalisé par le titulaire du lot gros oeuvre.

L'installation électrique comprendra de façon distincte :

- L'installation pour le cantonnement et le bureau de chantier si besoin.
- L'installation pour les besoins du chantier proprement dit
- Les installations spécifiques nécessaires aux interventions de certains corps d'état (appareils de levage, soudure...)

L'installation électrique provisoire sera réalisée conformément au décret du 14 novembre 1988 et à la norme C15 100.

L'installation comprendra une armoire de distribution et des armoires secondaires, modèles réglementaires et agréés.

Elle comprendra un disjoncteur différentiel à haute sensibilité.

Ce disjoncteur devra assurer :

- Une protection contre les surintensités et courts-circuits,
- Une protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA).

Ce réseau devra être parfaitement protégé, toutes prises de courant étant relié au circuit terre.

Le nombre des armoires de distribution de chantier sera défini de façon à éviter d'avoir recours à des rallonges électriques de plus de 25 m.

Ces installations seront contrôlées par un organisme de contrôle en la matière. La fiche de contrôle ainsi que les levées de réserves éventuelles sont jointes au registre journal.

Les prises et les fiches domestiques sont interdites.

Les baladeuses seront conformes à la norme NFC 61-170.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état et sera :

- Ou de classe III TBT (tension normale <50U),
- Ou de classe II (double isolation).

3.7 - Concessionnaires

L'intervention des concessionnaires sur la zone des travaux sera considérée comme une intervention d'une entreprise et donc assujettie aux mêmes conditions.

3.8 - Mesures prises en matière d'interaction sur le site

3.8.1 - Travaux superposés

Les zones d'évolution des engins et les rayons d'actions des engins de levage seront balisées afin d'éviter les risques de contact par heurts.

3.8.2 - Protections liées à la superposition des tâches dans un lot

Sans objet.

3.8.3 - Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots

Sans objet.

3.9 - Prévention des risques de maladies professionnelles

Articles L.461.4 du Code de la Sécurité Social relatif à l'obligation des employeurs :

Tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles est tenu d'en faire la déclaration à la CGSS et à l'inspection du travail.

L'employeur doit également mettre en place des moyens de préventions et est responsable de l'application de ces moyens de prévention.

L'employeur est tenu d'informer les travailleurs des dangers présentés par les produits qu'ils manipulent.

Obligation des travailleurs :

En matière de maladies professionnelles, ce sont les travailleurs eux-mêmes, lorsqu'ils en sont les victimes, qui doivent en faire la déclaration à la CGSS (Article L.461.5 du Code de la Sécurité Sociale), en y joignant un exemplaire du certificat médical établi par le médecin praticien.

Les travailleurs sont tenus de se soumettre aux visites médicales prescrites par le médecin du travail.

4- SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A PROXIMITE DU CHANTIER

4.1 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les travaux se dérouleront en zone urbaine. A l'avancement du chantier toutes les dispositions seront prises pour isoler chaque emprise des travaux des tierces personnes.

Identification du personnel :

Le personnel de chaque entreprise devra être facilement identifiable (port d'un badge et tenue facilement identifiable).

Par ailleurs, chaque travailleur portera un badge mentionnant son nom, prénom et nom de l'entreprise qui l'emploi. Les sauveteurs secouristes devront être facilement identifiable (port d'un logo sur le casque de chantier).

Clôture :

L'entretien et le repliement de la clôture seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot n° 1.

Elles seront conditionnées par la tranche de travaux réalisée et localisées selon les préconisations délivrées dans le présent document.

Panneau d'indication :

L'entreprise titulaire du lot n° 01 devra apposer sur le portail d'accès les panneaux d'interdiction d'accès.

Circulation :

Respect du Plan de circulation ainsi que des usagers et notamment des piétons qui restent prioritaires.

Guidage des engins et des véhicules lors de leurs manœuvres d'accès à la fois sur le chantier et en périphérie.

Un plan de prévention entre les entreprises titulaires (y compris sous traitant) et utilisateur sera réalisé éventuellement.

Bruit :

Le bruit ne devra aucun cas être une gêne pour l'activité des établissements avoisinants et notamment le Collège Julia Nicolas.

Limitation autant que possible du niveau de bruit extérieur afin de limiter la gêne pour tout l'environnement en utilisant du matériel adéquate et en aménageant les horaires de travail en fonction de l'activité de en établissement scolaire.

Les entreprises devront se conformer aux réglementations relatives aux bruits de chantier et en particulier aux textes suivants :

- ◆ Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)
- ◆ Arrêté du 11 Avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers. (Modifié par Arrêté du 5 Mai 1975)

- ♦ Arrêté du 11 Avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes moto compresseurs.
- ♦ Arrêté du 4 Novembre 1975 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les brise-béton ou marteaux piqueurs.
- ♦ Arrêté du 26 Novembre 1975 relatif à la limitation du niveau des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de soudage.
- ♦ Arrêté du 10 Novembre 1975 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de puissance

Approvisionnements :

A prévoir et définir en fonction de l'avancement du chantier.

Grue :

Voir prescriptions détaillées par le présent document.

Effluents :

Les effluents du chantier devront être déversés dans les collecteurs EU prévus à cet effet ; les eaux de nettoyage des engins seront au préalable décantées. Le raccordement des EU dans le réseau sera assuré par le titulaire du lot plomberie.

4.2 - Coordination en matière de sécurité et protection de la santé lors des opérations de construction de génie civil ou d'aménagement

Cette opération est soumise en matière de coordination SPS aux conditions énoncées dans le décret du 26/12/94.

Elle est concernée à la fois pour la phase CONCEPTION et la phase REALISATION.

Nous rappelons que ce décret concerne toutes les entreprises titulaires d'un marché mais aussi tous les sous-traitants et enfin les travailleurs indépendants intervenant sur le site.

Tous ces intervenants doivent respecter les principes généraux de prévention énoncés ci-après :

- Eviter les risques,
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Adapter le travail à l'homme, et en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et d'influence des facteurs ambiants,
- Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles,
- Donner des instructions appropriées aux travailleurs.
- Ainsi que l'ensemble des dispositions énoncées dans le présent Plan Général de Coordination et dans une évolution ultérieure.

4.3 – Mesures prises en cas d'interaction sur le site

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	<p><i>Le phasage des travaux doit être réalisé par le MOE de manière à éviter toutes les superpositions et juxtapositions de tâches.</i></p> <p>Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail situés en élévation (échafaudage, nacelles, autres...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.</p>	Tous corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, l'entreprise concernée mettra en place les mesures nécessaires de protection (<i>garde-corps, filets de sécurité, platelages, autres...</i>) et en assurera l'entretien et le démontage de ces sécurités collectives.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux, le ou les lots réalisant des travaux les plus en hauteur mettront en place tous les moyens nécessaires de protection.	Tous corps d'état
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Tous corps d'état
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage resteront à la charge du lot utilisateur.	Lot utilisateur
Travaux de façades	Afin de permettre la mise en place des échafaudages permettant la réalisation des travaux en façades ou pour l'approche de nacelles élévatrices de personnels, l'entrepreneur du lot concerné devra, sous les directives et le contrôle du MOE, réaliser au plus tôt les nivellements et les compactages aux abords des bâtiments où la nature du terrain l'exige.	Lot concerné par cette part de marché
Travaux polluants, générateurs de bruits, de vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Si le cas se présente, les travaux de cette nature seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées de l'activité principale du chantier. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>	Lot(s) concerné(s)

MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRIETE

5.1 - Nettoyage et entretien de la zone d'accès

Les zones de cantonnements et abords devront être entretenues régulièrement ainsi que les abords du chantier (boue, gravats, etc...) par l'entrepreneur titulaire du lot n°01.

Des poubelles seront installées dans le réfectoire.

5.2 - Cantonnement

Le local affecté à la base de vie devra être aménagé afin de répondre aux normes et réglementations :

- Il devra être convenablement aéré et éclairé
- Tenu en état constant de propreté et nettoyé une fois par jour.
- L'entretien et la maintenance des installations (local réfectoire, local vestiaire, local douche, lavabo, WC),
- Les réfectoires seront à baies ouvrant à l'extérieur,
- L'hébergement des travailleurs est interdit sur les lieux de travail.

Il est interdit d'y entreposer des produits ou matériels ainsi que des matériaux.

5.3 - Nettoyage et entretien des abords et des clôtures

Trois types de nettoyage sont à distinguer et à la charge de chacune des entreprises :

- 1^{er} type : nettoyage journalier par chaque entreprise
En application du Code du Travail, les entreprises devront continuellement tenir propres les zones de travail, et devra en conséquence évacuer ses propres gravats et déchets dans les bennes ou containers réservés à cet effet.
Les emballages devront systématiquement être évacués tous les soirs.
- 2^{ème} type : nettoyage général du chantier
C'est un nettoyage au moins hebdomadaire qui est réalisé dans chaque zone pendant la durée du chantier.
- 3^{ème} type : nettoyage final
Nettoyage du bureau et des installations communes effectué journalièrement.

Si un dispositif efficace de nettoyage des véhicules de chantier (camions, dumpers, toupies, grues automotrices) ne peut être mis en place aux sorties de chantier, les entreprises devront l'entretien et le drainage des accès et circulations intérieures afin de limiter les nuisances dues aux boues.

6 - MESURES COMMUNES D'ORGANISATION CONCERNANT LES SECOURS ET EVACUATIONS

6.1 - Identification des secouristes avec degrés de formation

Les secouristes seront identifiés et selon les recommandations de la CGSS il est préconisé un secouriste pour dix travailleurs et par entreprise.

6.2 - Point de secours sur le site

Un point de secours sera dans le bureau de chantier et sera équipé de :

- L'eau courante,
- Un brancard,
- Une table recouverte de stratifié,
- Une couverture propre,
- Un lavabo,
- Une lampe torche,
- Une boîte de premier secours pour vingt personnes,
- Des instruments (pinces à écharde, ciseaux droits et courbes, rasoirs)
- Une trousse de premiers secours transportable en un point quelconque du chantier.

Les numéros d'urgences seront affichés dans le bureau de chantier.

6.3 - Enregistrement sur le serveur des pompiers

L'entrepreneur sera en charge de l'enregistrement du chantier sur le serveur des pompiers.

6.4 - Consignes de premier secours

Procédures d'alerte - Dispositions en cas de travail isolé

Organisations des secours :

- . Permettre l'identification rapide du chantier par les secouristes.
- . Circulation sur chantier réservée au secours - Une équipe dégage les accès avant l'arrivée des secours si besoin.
- . Faire cesser le risque.
- . Protéger la victime.
- . Diriger les secours dès l'entrée du chantier jusqu'au lieu de l'accident (une équipe dégage les accès avant l'arrivée des secours)

Afficher sur le chantier la fiche de consignes premiers secours annexée au présent PGC

Tout accident du travail fera l'objet d'une déclaration immédiate au coordonnateur de sécurité et devra relater les circonstances de l'accident dans les 48 heures qui suivent.

6.5 - Exercices de simulation

Sans objet.

7 – MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

Article R4532-6 du Code du Travail créé par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

« Afin notamment d'assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants. »

I – MODALITES DE LA COOPERATION EN PHASE « CONCEPTION »

1. Constitution du Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (D.I.U.O.)
2. Elaboration du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
3. Visa du registre journal,
4. Expertise des offres des entreprises.

II – PREVENTION DES RISQUES DE CO-ACTIVITE EN PHASE « REALISATION »

1. Préparation du chantier et actualisation du PGC,
2. Accueil des entreprises et harmonisation des PPSPS,
3. C.I.S.S.C.T.,
4. Respect des mesures de coordination SPS,
5. Visa du registre journal,
6. Complément du D.I.U.O.

I - MODALITES DE LA COOPERATION EN PHASE DE CONCEPTION :

1. CONSTITUTION DU DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR LES OUVRAGES (D.I.U.O.)

1.1 - Inventaire des interventions ultérieures :

Le maître d'œuvre dresse l'inventaire des interventions ultérieures à prévoir sur l'ouvrage, en tenant compte des exigences du programme relatives à l'entretien :

- entretien courant et nettoyage,
- maintenance des équipements techniques,
- maintenance des lieux de travail,
- réparations, réfections, remplacements.

Il précise sur cet inventaire la fréquence des interventions périodiques systématiques et la périodicité moyenne des interventions aléatoires (réparations, ...), et communique cet inventaire au coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre complète ou modifie si nécessaire cet inventaire pendant l'élaboration du dossier de consultation des entreprises et en informe alors au fur et à mesure le coordonnateur SPS.

1.2 - Prévention des risques des interventions ultérieures :

Le coordonnateur SPS procède à l'analyse des risques afférents aux interventions ultérieures portées sur l'inventaire visé ci-dessus. Le Maître d'œuvre lui remet à cette fin tout document complémentaire et toute information nécessaire à cette analyse.

En concertation avec le Maître d'œuvre, le coordonnateur SPS détermine ensuite les mesures de prévention correspondantes sous forme de :

- adaptation du projet,
- prestation spécifique,
- ou procédure d'intervention.

puis soumet ces propositions à l'approbation du Maître de l'ouvrage.

En concertation avec le Maître d'œuvre, au fur et à mesure de la conception du projet, le coordonnateur SPS complète ou modifie si nécessaire ces mesures de prévention et soumet ces nouvelles propositions à l'approbation du Maître de l'ouvrage.

1.3 – Constitution du Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (D.I.U.O.)

Le coordonnateur SPS constitue la version initiale du D.I.U.O. en, rassemblant dans un dossier ordonné sous bordereau parmi les données disponibles à ce stade, celles qui sont « de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures » (article L.235.15 du Code du Travail), et notamment, le cas échéant, celles constituant « le dossier de maintenance des lieux de travail » (article R.238.37 du Code du Travail).

En concertation avec le Maître d'œuvre, il identifie parmi les documents qui devront être établis par les entreprises au titre des plans d'exécutions et spécifications techniques détaillées et par le Maître d'œuvre au titre du dossier des ouvrages exécutés, ceux qui viendront compléter le Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages pendant la phase « Réalisation ».

2 – ELABORATION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGC SPS)

Le Coordonnateur SPS établit le plan général de coordination dès la phase de conception. Celui-ci indiquera, le cas échéant, l'existence d'un collège inter entreprises.

Le Maître d'Ouvrage joindra ce plan aux documents remis aux entreprises lors de l'appel d'offres.

3 – VISA DU REGISTRE JOURNAL

Dès que le coordonnateur SPS consigne sur le registre journal de la coordination une observation ou une notification le concernant, le Maître d'œuvre vise ce document, après s'être assuré le cas échéant que le coordonnateur SPS y avait reporté correctement sa réponse.

4 – EXPERTISE SPS DES OFFRES DES ENTREPRISES

Au cours de l'analyse des offres, le Maître d'œuvre peut demander au coordonnateur SPS son avis sur les incidences en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment pour ce qui est du respect du DIUO, des écarts qu'il relève entre les propositions des entreprises et le Dossier de Consultation des Entreprises et sur les variantes éventuellement proposées par les entreprises.

II – PREVENTION DES RISQUES DE COACTIVITE EN PHASE REALISATION (coordination des activités simultanées et successives)

1 – PREPARATION DU CHANTIER

Le Maître d'œuvre et chaque entrepreneur soumettent au coordonnateur SPS, chacun en ce qui le concerne, toutes les variantes, adaptations et mises au point qu'ils peuvent être amenés à proposer pendant la période de préparation du chantier, dès lors qu'elles sont susceptibles d'avoir une incidence soit sur la prévention des risques d'interventions ultérieures soit sur la prévention des risques de co-activité, c'est à dire des risques afférents :

- à leurs activités simultanées ou successives et à celles de leurs sous traitants et travailleurs indépendants,
- aux modalités de leurs utilisations en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales,

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 68 sur 108
--	--	--

- ou à leur information mutuelle ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures de prévention accompagnant ces adaptations doivent être au moins équivalentes à celles prescrites dans les documents de conception et de consultation des entreprises.

Le cas échéant, et à la demande du coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et les entrepreneurs concernés coopèrent avec lui à l'actualisation des mesures de prévention et des procédures de cohabitation convenues en concertation avec les dits entrepreneurs en interférence sur le chantier.

2 - ACCUEIL DES ENTREPRISES ET HARMONISATION DES PPSPS :

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue de se conformer aux prescriptions relatives à la sécurité et à la protection de la santé concernant notamment :

- sa participation et celles des entreprises sous traitantes agréées par le Maître d'ouvrage et des travailleurs indépendants auxquels elle confie éventuellement une partie de ses travaux aux réunions d'accueil, aux inspections communes et aux réunions de concertation organisées par le Coordonnateur SPS,
- l'établissement des documents SPS qui peuvent lui incomber.

3 - C.I.S.S.C.T.

Le règlement du CI SSCT est joint en annexe du présent plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

4 - RESPECT DES MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE :

Au delà des prescriptions légales et réglementaires qui s'imposent à lui, chaque intervenant est tenu contractuellement :

- de coopérer avec le coordonnateur SPS selon les modalités du présent document,

Cette obligation s'étend notamment au respect des dispositions prises pour limiter l'accès du chantier aux seules personnes autorisées.

Si cela lui paraît nécessaire, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'œuvre de faire respecter ces obligations par les intervenants négligents ou qui s'y refuseraient et en informera le Maître d'ouvrage pour qu'il prenne les mesures appropriées.

5 - VISA DU REGISTRE JOURNAL :

Pour permettre au coordonnateur SPS de les consigner sur son registre journal, conformément à l'article R.238.19 du Code du Travail, le Maître d'œuvre et chaque entrepreneur sont tenus de lui communiquer, dès qu'ils en ont connaissance, « les noms et adresses des entrepreneurs contractants, co-contractants et sous

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 69 sur 108
--	--	--

traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ».

A la demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise vise sur le registre journal les comptes rendus des inspections communes et les consignes et observations la concernant.

Si le Coordonnateur SPS consigne sur le registre journal une observation ou une notification concernant un intervenant (maître d'œuvre ou entrepreneur), celui-ci vise ce document après s'être assuré, le cas échéant, que le Coordonnateur SPS y avait reporté correctement sa réponse.

III - SCHEMA ORGANISATIONNEL DE LA COOPERATION ENTRE LES DIFFERENTS INTERVENANTS (coordination des activités simultanées et successives)

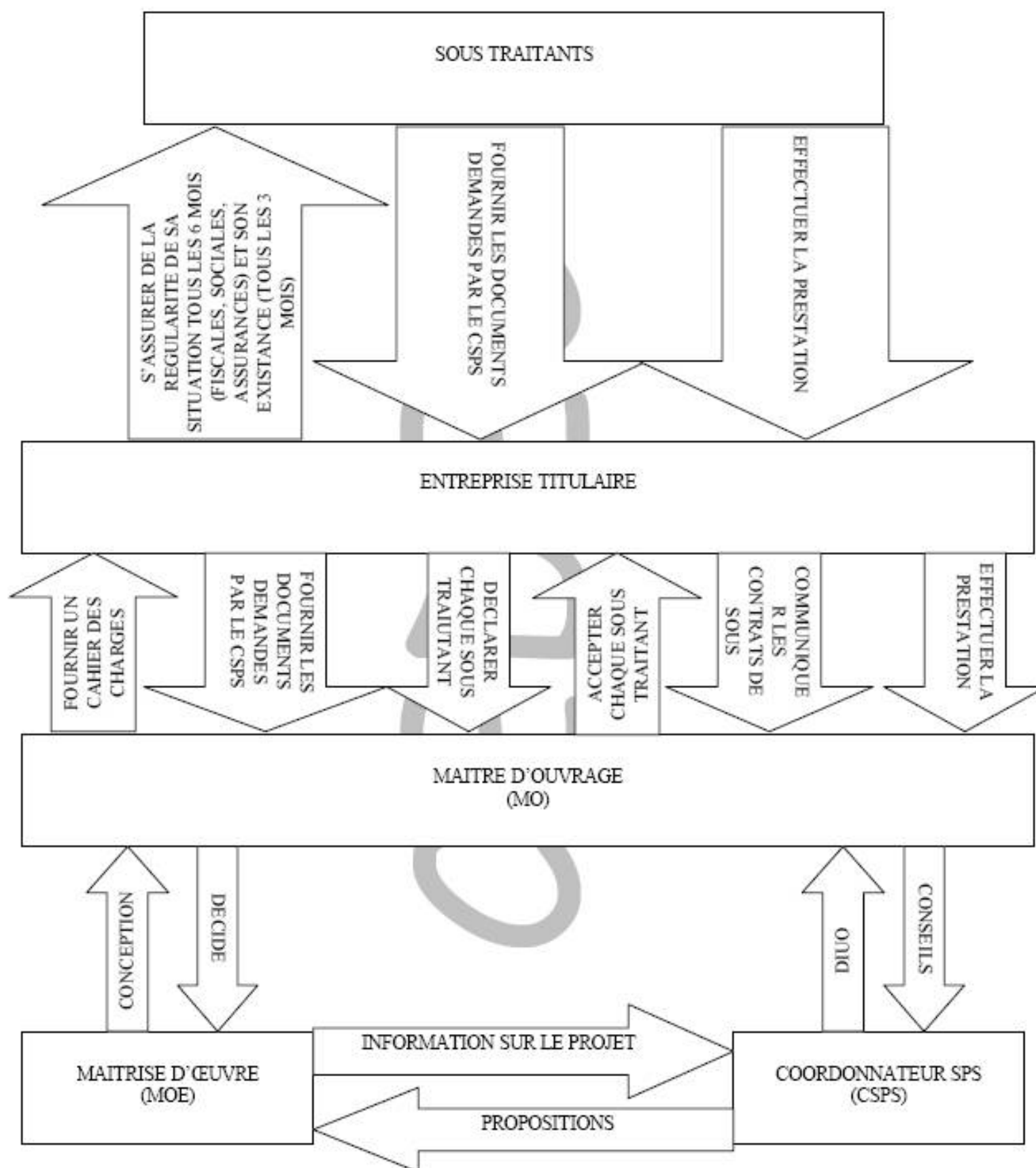


Figure 2: Source CEDEC Sarl - BP 102 - 97 224 DUCOS

Agrément des sous-traitants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- Le travailleur indépendant
- L'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants, doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

a) Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du Maître d'oeuvre et du coordonnateur sécurité ses intervenants (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

b) L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre P.P.S.P.S. des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

c) La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

Travail intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent respecter les dispositions prises par les articles L124.1 à L124.21 du Code du Travail :

Les entreprises utilisatrices doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a été délivré,
- L'intéressé est en règle : au point de vue de la carte du travail et carte de séjour,
- Le personnel a subi la formation à la sécurité,
- L'explication des consignes de sécurité et d'hygiène du site a bien été transmise.

Prestataire de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- Les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur)
- Les fournisseurs (carburants, matériels...)
- Toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc...) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du coordonnateur sécurité ses intervenants (fournisseurs, sociétés de location de matériels).

L'entrepreneur est tenu de déclarer ceux-ci en utilisant la fiche de déclaration d'intervenant(s) remise par le coordonnateur sécurité.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier),
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés,
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un livret de sécurité et indiquer les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées sur le chantier.

Livraisons

Chaque entreprise utilisant une entreprise de transport de fournitures devra lui transmettre toutes les informations utiles et nécessaires pour la bonne exécution de la livraison (accès, point d'accueil, consignes particulières).

Prêt de main d'oeuvre

Le prêt de main d'oeuvre devra obéir à la réglementation en vigueur.

Transport non effectué par les moyens propres de l'entreprise :

Si le transport n'est pas effectué par les moyens propres de l'entreprise, les transporteurs devront préalablement transmettre avant toute intervention sur les emprises des travaux l'entreprise de transport, le travailleur indépendant, la coopérative de transport doit transmettre les documents suivants :

- Permis de conduire
- Assurance
- Contrôle technique
- FIMO ou FCOS
- Copie de la licence communautaire
- Copies des licences de transport intérieur utilisées si les transporteurs ont plusieurs camions
- Attestation à jour du tachygraphe
- Contrat et déclaration unique d'embauche pour salarié (et FIMO et permis de conduire)
- Protocole(s) de chargement et/ou de déchargement.
- Attestations fiscale et sociales à jour.

IV – LITIGES

En cas de difficultés dans l'application des modalités définies par le présent Document de Coopération, le Maître d'ouvrage sera saisi par la partie qui estime devoir faire appel à son arbitrage.

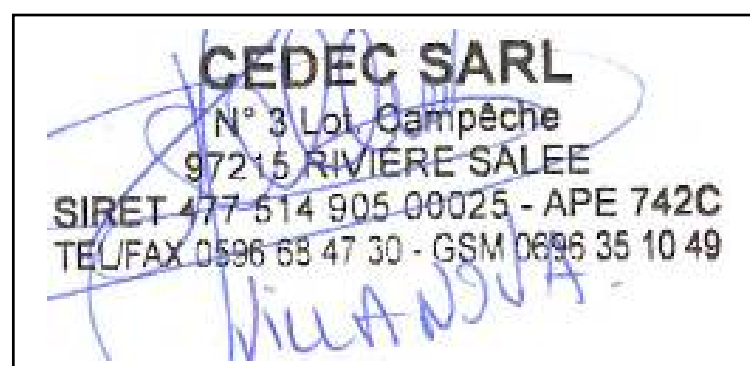
TABLEAU DES SIGLES

APS	: Avant Projet Sommaire
APD	: Avant Projet Définitif
CISST	: Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail
DCE	: Dossier de Consultation des Entreprises
DIUO	: Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage
DOE	: Dossier des Ouvrages Exécutés
MC	: Maîtrise de Chantier
MO	: Maîtrise d'Ouvrage
MOE	: Maîtrise d'œuvre
PGC	: Plan Général de Coordination
PC	: Permis de Construire
PEO STD	: Plan d'Exécution des Ouvrages et Spécifications Techniques Détaillées
PPSPS	: Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
RJ	: Registre Journal de la coordination
SPS	: Sécurité et Protection de la Santé.

VI SAS

Le Maître d'Ouvrage

Le Coordonnateur SPS



LISTE DES DOCUMENTS EN ANNEXES

ANNEXE 1 : EN CAS D'ACCIDENT

ANNEXE 2 : CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS

ANNEXE 3 : TRAME DU PPSPS

ANNEXE 4 : FICHE DE LIVRAISON DES MATERIAUX EN SECURITE

ANNEXE 5 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 6 : REGLEMENT DU CISSCT

ANNEXE 1

En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18

Portable: 112

et dites :

1. ICI CHANTIER :

adresse

Point de repère

TELEPHONE :

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.

A PREVENIR IMMEDIATEMENT

INSPECTION DU
TRAVAIL
CGSS Sce
PREVENTION
BUREAU CEDEC

OPPBTP

MEDECINE DU
TRAVAIL
L'ENTREPRISE

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS

SAMU

POLICE
GENDARMERIE

CENTRE ANTI -
POISON

MEDECIN

OPHTALMO

SECOURS EDF

ANNEXE 2

Consignes de premier secours.

CONDUITE DE PREMIER SECOURS

Les conduites à observer en cas d'accident sont les suivantes :

1°) ACCIDENT BENIN

- Appeler un secouriste
- Informer les responsables de l'entreprise
- Prévenir les secours si nécessaires voir les numéros d'appel d'urgence (ci-joint)
- Faire établir une déclaration d'accident.

2°) ACCIDENT GRAVE

- Rechercher les risques persistants pour protéger
- Examiner le victime et faire alerter
- Appeler un secouriste
- Est-ce que la victime :
 - 1) Saigne abondamment
 - 2) Répond aux questions
 - 3) Respire
 - 4) A le cœur qui bat
- Ne déplacer la victime qu'en cas de danger grave et imminent
- Informer les responsables de l'entreprise
- Prévenir les secours si nécessaire voir les numéros d'appel d'urgence (ci-joint)
- Faire établir une déclaration d'accident

3°) SUIVI DU BLESSE / RENSEIGNEMENTS

Les responsables des travaux indiquera à l'équipe d'intervention d'urgence tous les détails utiles pour faciliter la rapidité du diagnostic des lésions.

Seront notamment à préciser au sujet du blessé :

- 1) Les circonstances précises de l'accident
- 2) Les noms et prénoms
- 3) L'âge
- 4) Les noms des personnes à contacter
- 5) Les contre-indications éventuellement connues
- 6) Le nom de la société dont il fait partie
- 7) La fonction occupée

Les responsables de l'entreprise informeront les proches et ou les éventuels responsables de la société qui emploie la personne concernée de l'accident.

Il veillera à rassurer les interlocuteurs, à indiquer l'établissement hospitalier où se trouve le blessé.

Si la victime de l'accident est une personne faisant partie de sa société, le responsable de l'entreprise veillera à l'établissement des déclarations d'accident.

En sus de la démarche administrative, l'entreprise préviendra, par téléphone ou par fax :

L'Inspecteur du Travail

Le Coordonnateur de Sécurité Santé

Le Maître d'Ouvrage

Le responsable des travaux se tiendra régulièrement informé de l'état de santé du blessé.

Les différents responsables de la sécurité sur le site se chargeront d'analyser les conditions de l'accident afin de rechercher si des moyens avaient pu être adoptés pour éviter l'accident.

L'information sur les mesures de prévention est une priorité à faire connaître de l'ensemble du personnel.

ANNEXE 3

Trame du Plan Particulier de Sécurité et de protection de la Santé.



PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE - PPSPS.

--	--

Date	Indice	Objet	Phase	Intervenants
	01.	Création du PPSPS.	Réalisation	<u>Rédacteur :</u>

Avant propos :

Établi conformément à la législation en vigueur et à partir du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) élaboré par le coordonnateur sécurité, le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) a pour but de présenter la démarche prévention de l'entreprise dans le cadre d'un chantier.

Il a trois objectifs principaux :

1. Définir, après réflexion sur les modes opératoires, les moyens les plus sûrs pour exécuter les travaux et protéger la santé de notre personnel.
2. Informer et sensibiliser l'encadrement et le personnel d'exécution sur la mise en œuvre de ces moyens.
3. Préciser les risques et les mesures de prévention liés à la co-activité des différents intervenants.

Pour se faire, le PPSPS est rédigé sous une forme permettant d'une part une rédaction aisée et d'autre part une communication facile aux exécutants.

Il comprend deux parties distinctes :

- La première (chapitres 2 et 3) définit la nature de l'ouvrage à réaliser et son contexte ainsi que l'organisation générale du chantier. Cette première partie est détachable et sert de document - support pour l'accueil des nouveaux arrivants, lorsqu'un livret d'accueil n'a pu être fait ;

- la deuxième (chapitre 4) est élaborée en même temps que les méthodes d'exécution. Elle présente sous forme de tableaux les mesures de prévention liées aux modes opératoires ainsi que les dispositions de sécurité concernant les appareils, engins et installations, retenues par la direction du chantier.

Partie technique, elle est destinée à l'encadrement et à la maîtrise du chantier pour présentation et commentaires auprès du personnel d'exécution pour application.

Elle aborde également les contraintes liées à l'environnement et les risques générés par la co-activité.

Il est bien évident qu'au stade de l'élaboration, ce document ne peut prétendre être complet et parfaitement exact. Il fera donc l'objet, chaque fois que nécessaire, d'avenants ou de modifications.

SOMMAIRE GÉNÉRAL

0. Renseignements administratifs

1. Conditions d'établissement

- 1.1 Références
- 1.2 Visite préalable d'inspection
- 1.3 Rédacteurs
- 1.4 Communication
- 1.5 Conservation

2. Renseignements généraux

- 2.1 Intervenants
 - 2.1.1 Entreprise principale - groupement
- 2.2 L'ouvrage à construire
 - 2.2.1 Désignation et coordonnées
 - 2.2.2 Description sommaire des travaux
 - 2.2.3 Délais d'exécution
 - 2.2.4 Sous-traitants
- 2.3 Personnel
 - 2.3.1 Organigramme du chantier
 - 2.3.2 Effectifs prévus sur le chantier
 - 2.3.3 Horaires
 - 2.3.4 La santé au travail
 - 2.3.5 Habilitations et autorisations
- 2.4 Chantier
 - 2.4.1 Accès et conditions d'accès - parking
- 2.5 Organisation de la prévention
 - 2.5.1 Structure prévention de l'entreprise
 - 2.5.2 Structure prévention du chantier
- 2.6 Formation, information à la sécurité
 - 2.6.1 Accueil
 - 2.6.2 Information
 - 2.6.3 Formation
 - 2.6.4 Règles et consignes
 - 2.6.5 Registres - dossier sécurité
- 3.1 Secours
 - 3.1.1 Liste des secouristes
 - 3.1.2 Moyens de premiers secours
 - 3.1.3 Démarches administratives
- 3.2 Hygiène & incendie
 - 3.2.1 Locaux du personnel
 - 3.2.2 Protection incendie
- 4. Inventaire des risques
 - 4.1 Tâches principales - planning général
 - 4.2 Installations
 - 4.2.1 Atelier bois
 - 4.2.2 Atelier mécanique - magasin
 - 4.2.3 Centrale à béton
 - 4.2.4 Stockage des hydrocarbures
 - 4.3 Équipements de travail
 - 4.4 Énergies
 - 4.4.1 Énergie électrique
 - 4.4.2 Air comprimé
 - 4.4.3 Appareils à vapeur
 - 4.5 Études des risques, mesures de prévention
 - 4.5.1 Risques générés par l'activité de tiers
 - 4.5.2 Risques générés par l'entreprise pour des tiers
 - 4.5.3 Risques générés par l'entreprise pour ses salariés
- 5. Annexes

0 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

0.1/ Renseignements concernant l'opération

0.1.1/ Désignation de l'opération

0.1.2/ Adresse du chantier

0.2/ Coordonnées des intervenants

0.2.1 - Maître d'ouvrage

0.2.2 - Conducteur d'opération

Sans objet.

0.2.3 - Maître d'œuvre

0.2.4 - Coordinateur de la Sécurité et Protection de la Santé
CEDEC Sarl.

Bp 102 - 97 224 DUCOS

Tel : 05 96 68 47 30 Fax : 05 96 68 47 30

Phase conception : Monsieur Francesco VILLANOVA

Phase réalisation : Monsieur Francesco VILLANOVA

0.3/ Renseignements concernant l'entreprise

Raison sociale

Coordonnée de l'entreprise

Responsable de l'entreprise

Responsable de chantier

Responsable de sécurité sur chantier

Effectif sur chantier

Nombre véhicules sur chantier

Nature des travaux confiés à l'entreprise

Prévision des travaux sous-traités

Durée d'exécution prévisible des travaux

0.4/ Renseignements concernant les organismes officiels de prévention

Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la formation professionnelle de la Martinique

Centre administratif Delgrès

Route de la pointe des sables

97 263 Fort de France

Tel : 0596 57 73 60

Fax : 0596 63 19 11

Caisse Générale de Sécurité Sociale

Quartier Place d'Armes

97 210 - Le Lamentin cedex 2

Tel : 0596 66 51 31

Fax : 0596 51 54 00

O.P.P.B.T.P

Tour Amboise

92 516 Boulogne-Billancourt

Tel : 01 46 06 26 91

Fax : 01 46 09 27 40

1. CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT

1.1 Références

Le contenu du PPSPS est rédigé en s'appuyant sur :

- Le PGCSPPS, dont il complète et précise les dispositions ;
- Les procédures méthodologiques dont il est le complément pour définir la sécurité non intégrée et le support d'information des équipes de travaux ;
- Le dispositif réglementaire :
 - Le Code du travail,
 - Le décret du 8/01/65 ;
- Le dispositif normatif ;
- Les recommandations CNAM et CRAM ;
- Les préconisations de l'OPPBTP ;
- Le savoir-faire prévention de l'entreprise.

1.2 Visite préalable d'inspection

Avant la rédaction du PPSPS, une visite préalable du site est organisée avec le coordonnateur de réalisation. Cette visite permet une connaissance des risques liés à la co-activité des entreprises intervenantes.

1.3 Rédacteurs

La personne chargée de la rédaction du PPSPS est le directeur des travaux. Il se fait aider pour cela par les collaborateurs de son choix.

Le PPSPS est élaboré au cours de la préparation du chantier.

Le PPSPS et ses mises à jour seront codifiés selon la procédure retenue par le système qualité (s'il existe).

1.4 Communication

Le PPSPS est communiqué pour information et/ou avis :

- Au coordonnateur SPS ;
- Aux organismes de prévention (IT, CRAM, OPPBTP) ;
- Au médecin du travail ;
- Au CHSCT (s'il existe).

Il est présenté, avec des commentaires, au personnel du chantier.

Il est transmis aux sous-traitants et aux co-traitants pour prise en compte lors de l'élaboration de leur propre PPSPS.

1.5 Conservation

Le PPSPS est tenu à disposition dans le dossier sécurité de l'entreprise, sur le chantier.

Il sera conservé par l'entreprise 5 ans après l'achèvement des travaux.

2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2.1 Intervenants

2.1.1 Entreprise principale - groupement

Coordonnées de l'entreprise ou des entreprises (siège et agence)

Nature du contrat :

Selon le cas, structure du groupement : SEP - GIE

La position des entreprises :

mandataire - gérant - directeur technique

2.2 L'ouvrage à construire

2.2.1 Désignation et coordonnées

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 84 sur 108
---	--	--

Désignation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

2.2.2 Description sommaire des travaux

2.2.3 Délais d'exécution

Date de l'ordre de service

Démarrage des travaux

Délais de la partie concernant notre marché

Date de livraison de l'ouvrage

2.2.4 Sous-traitants

Travaux - lots	Entreprises	Adresses

2.3 Personnel

2.3.1 Organigramme du chantier

2.3.2 Effectifs prévus sur le chantier

Encadrement

Ouvriers

Effectif total prévu en période de pointe

Sous-traitants

Courbe prévisionnelle des effectifs

2.3.3 Horaires

35 heures hebdomadaires réparties sur 5 jours, du lundi au vendredi inclus.

Ces horaires sont susceptibles de variation en fonction des aléas du chantier, ceci dans le cadre des limites réglementaires.

Les horaires sont affichés sur le chantier.

2.3.4 La santé au travail

- Suivi médical
 - Identification du médecin du travail
 - Visites spéciales
 - Vaccinations
 - Contrôle de l'aptitude médicale des intérimaires

- Exposition à des agents pathogènes

Susceptibles de générer à terme une maladie professionnelle et nécessitant un suivi médical particulier : bruit, poussières, produits toxiques, amiante...

2.3.5 Habilitations et autorisations

Outil Équipement Produit	Habilitation Autorisation	Noms des personnes habilitées ou autorisées
Installation électrique	Habilitation électrique UTE 18-510	
Machines à bois	Autorisation à l'emploi	
Pistolet de scellement	Habilitation	
Poste à souder Poste oxyacétylénique	Autorisation à l'emploi	
Engins à conducteur porté	Autorisation de conduite R 372	
Grue à tour	Autorisation de conduite R 377	
Grue mobile	Autorisation de conduite R 383	
Chariot élévateur	Autorisation de conduite R 372 Cat. 9	
Nacelle élévatrice à personnel	Autorisation de conduite R 386	

2.4 Chantier

2.4.1 Accès et conditions d'accès - parking

- Moyens d'accès
- Par la route
- Par le bus
- Transport du personnel organisé par l'entreprise
- Circulation des véhicules
- Emplacement des parkings
- Autorisation d'accès

2.5 Organisation de la prévention

2.5.1 Structure prévention de l'entreprise

- Personne ayant reçu délégation de pouvoir :
-
- Personne chargée de la sécurité pendant l'exécution des travaux :
-
- Service prévention de :

représenté par M.

- Le CHSCT
- La liste des membres du CHSCT est affichée sur le panneau d'affichage.
- Il est représenté sur le chantier par M. ...

2.5.2 Structure prévention du chantier

- Coordonnateur SPS Conception :

- Coordonnateur SPS Réalisation :
- Le CISSCT (Collège interentreprises santé sécurité conditions de travail) :

Représentant de la direction de l'entreprise :

Représentant des salariés de l'entreprise :

Effectivement employé sur le chantier et désigné par le CHSCT.

2.6 Formation - information à la sécurité

2.6.1 Accueil

- Livret d'accueil

C'est le document remis à chaque personne intervenant sur le chantier, soit à son arrivée, soit lors de la réunion de démarrage.

- Réunion de démarrage

Organisée au plus tôt après le démarrage du chantier, son but est, pour le personnel de l'entreprise, de faire plus ample connaissance et de connaître le chantier à partir du livret d'accueil et du PPSPS.

2.6.2 Information

- Affichage :

- L'affichage réglementaire : vitrine de l'entreprise ;

- L'affichage prévention : vitrine de l'entreprise (charte sécurité...) ;

- Réunions sécurité. Elles sont organisées régulièrement par équipe pour dialoguer sur les travaux en cours et rappeler les règles de sécurité.

2.6.3 Formation

- Secourisme.
- Manutentions manuelles (gestes et postures).
- Analyse des situations de travail - les GAAP (analyse des postes de travail par la vidéo).
- Formation renforcée des intérimaires.
- Tout le personnel a suivi ou suivra une formation adaptée à son poste de travail et en particulier :
 - Les conducteurs d'engins,
 - L'encadrement et la maîtrise,
 - Les nouveaux embauchés...

2.6.4 Règles et consignes

Respectez scrupuleusement les consignes, elles peuvent vous sauver la vie ainsi que celles de vos collègues.

- Liste des consignes applicables sur le chantier.
- Elles sont annexées au PPSPS.
- Les consignes générales du chantier sont intégrées dans le livret d'accueil.

2.6.5 Registres - Dossier sécurité

- 4 registres principaux sont tenus sur le chantier :
 - Le registre d'observations, sur lequel sont consignés les commentaires du personnel et du responsable de chantier ;
 - Le registre de l'inspection du travail et du CHSCT ;

- Le registre de sécurité, sur lequel sont notés les vérifications, les épreuves, les examens et les contrôles techniques ;
- Le registre unique du personnel, sur lequel sont enregistrées les entrées et sorties du personnel.

- Un dossier comprenant tous les documents relatifs à la santé et à la sécurité est tenu au bureau du chantier.

3. SECOURS & HYGIÈNE

3.1 Secours

- Voir en annexe le plan de secours spécifique au chantier ou selon le modèle de l'OPPBTP.
- Le plan de secours est affiché sur le panneau d'affichage chantier et près des téléphones.

3.1.1 Liste des secouristes

Au minimum, un SST par équipe de travail.

- M. ...
- M. ...
- M. ...

3.1.2 Moyens de premiers secours

- Trousses de premiers soins.
- Local de premiers soins - infirmerie.
- Moyens d'évacuation.

3.1.3 Démarches administratives

Lorsqu'un accident survient sur le chantier, le responsable des travaux se préoccupe des formalités administratives :

- La feuille accident du travail (FAT) ou triptyque : remise à la victime pour qu'elle puisse se faire soigner gratuitement ;
- La déclaration accident du travail (DAT) à la CPAM : envoyée dans les 48 heures à la CPAM ou
- L'information préalable pour les intérimaires : envoyée sous 24 heures à l'ETT et aux organismes de prévention (IT & CRAM) ;
- Les certificats descriptifs (initial, final) d'accident du travail : remis par l'accidenté à son employeur dans les 24 heures ;
- Le compte-rendu d'AT (il explique les faits accidentels, est transmis au Service prévention de l'entreprise et au coordonnateur) ;
- Le rapport d'enquête en cas d'accident grave : voir le Service prévention.

3.2 Hygiène & incendie

3.2.1 Locaux du personnel

- Bureaux
 - Surface, salle de réunion
- Vestiaires
 - Nombre de bungalows, d'armoires vestiaires, de patères, de chauffages, de bancs
- Réfectoires
 - Nombre de bungalows, de tables, de chaises, d'étagères, de chauffe-gamelles, de réfrigérateurs, de poubelles ; eau potable chaude et froide.
- Sanitaires
 - WC à la turque, urinoirs, douches, lavabos, eau chaude et froide, essuie-mains, poubelles.
- Passage couvert entre les sanitaires et les vestiaires.
- Entretien des locaux
 - Entretien journalier par une personne du chantier ou par une entreprise spécialisée
- Dates de mise en service prévisible des locaux :

3.2.2 Protection incendie

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 88 sur 108
---	--	--

- Moyens de lutte contre l'incendie.
- Repérage des extincteurs sur le plan d'installation.

4. INVENTAIRE DES RISQUES

4.1 Tâches principales - planning général

Planning prévisionnel d'exécution des principales phases.

C'est à partir de ce planning que sont déterminées les dates d'élaboration des avenants au PPSPS.

4.2 Installations

4.2.1 Atelier bois

4.2.2 Atelier mécanique - magasin

4.2.3 Centrale à béton

- Type, marque, capacité.
- Autorisation ou déclaration d'installation obtenue ou faite à la préfecture.
- Plan d'installation de la centrale sur le chantier.
- Protection de points rentrants.
- Passerelles et accès.
- Circulation des engins : livraison des agrégats, toupies à béton, pompe à béton.

4.2.4 Stockage des hydrocarbures

- Produits stockés.
- Citernes, capacités, bacs de rétention.
- Protection incendie.

4.3 Équipements de travail

Il s'agit ici de lister les équipements de travail qui seront utilisés sur le chantier.

La liste proposée se veut exhaustive. Toutefois, au stade actuel de l'étude, toutes les méthodes d'exécution ne sont pas arrêtées et certains équipements restent non définis.

	Marque - type - capacités	Nb	Risque à traiter O/N	Commentaires
Engins de chantier				
1. Engins de terrassement - Pelleteuse - Tractopelle - Chargeuse - Camions, semi 2. Engins de forage, sondage, battage				
Appareils de levage				
*Levage matériaux 1. Grue à tour 2. Grue mobile 3. Grue auxiliaire sur porteur 4. Chariot élévateur 5. Portique, potence 6. Pelle équipée levage 7. Treuils, tirforts... *Levage personnel 8. Nacelle automotrice 9. Nacelle élévatrice 10. Ascenseur				

Appareil de levage				
1. Élingues 2. Crochets, manilles 3. Palonniers 4. Nacelle suspendue				
Coffrages				
1. Banches 2. Coffrage semelles 3. Coffrage grim pant 4. Coffrage glissant 5. Coffrage poteau 6. Coffrage poutre 7. Coffrage plancher 9. Coffrages spéciaux: Coffrage bois Coffrages tunnels				
	Marque - type - capacités	Nb	Risque à traiter O/N	Commentaires
Protections collectives contre les chutes				
1. PTE : plateforme de travail encorbellement (console pignon) 2. Plateforme de cage d'ascenseur 3. Garde-corps 4. Filets				
Étaisements				
1. Étais simples 2. Tours d'étaisements 3.				
Blindages - soutènements				
1. Caissons préfabriqués 2. Butons 3. Cintres				
Échafaudages				
1. Échafaudages fixes 2. Échafaudages roulants 3. Tréteaux de maçons				

4. Plateforme individuelle roulante (PIR)				
5. Échafaudages volants				
Accès avec dénivelé				
1. Échelles mobiles				
2. Escaliers				
Matériel de pompage				
Ventilation				
1. Ventilateurs				
2. Conduites, canars				
Outillage & machine				
1. Outils électriques Scie circulaire à bois Meuleuse Nettoyeur à eau 2. Outils pneumatiques Marteaux piqueurs Vibreurs Visseuses Treuils 3. Outils thermiques Tronçonneuse à bois 4. Soudage - découpage Poste à souder Chalumeau (O2 - C2H2)				
Sources de rayonnement				
1. Laser d'alignement 2. Gamma densimètre				
Autres équipements et matériels				
Pompes à béton				

4.4 Énergies

4.4.1 Énergie électrique

Descriptif de l'installation électrique du chantier.

Joindre un schéma unifilaire de l'installation.

- Alimentation électrique
- Distribution
- Protection contre les contacts indirects
- Éclairage
- Entretien et vérification de l'installation
 - Vérification technique par un organisme de contrôle agréé avant la mise en service de l'installation, puis contrôle annuel ;
 - Installation et entretien par (entreprise électrique, service matériel, électricien du chantier).

4.4.2 Air comprimé

- Installation air comprimé : compresseur, cuve, conduites, pression de service

4.4.3 Appareils à vapeur

4.5 Études des risques, mesures de prévention

4.5.1 Risques générés par l'activité de tiers

(Risques importés)

4.5.1.1 Contraintes liées aux autres entreprises

4.5.1.2 Contraintes liées à l'environnement

- Voies de circulation routières.
- Réseaux et canalisations enterrés.
- Lignes électriques aériennes.
- Réseaux d'assainissement.
- Travaux en souterrain.
- Cuves et réservoirs.
- Radiations ionisantes.

4.5.1.3 Contraintes liées au chantier

4.5.2 Risques générés par l'entreprise pour des tiers

(Risques exportés)

Lors de la visite préalable à l'intervention, l'entreprise s'informerait de l'identité des autres intervenants, de leur activité et de leur situation sur le chantier, ceci afin de déterminer les risques exportés vers ces intervenants.

4.5.3 Risques générés par l'entreprise pour ses salariés

Lors de l'élaboration des méthodes d'exécution, les différentes tâches sont analysées pour détecter les risques qui pourraient survenir en phase de réalisation.

Les risques sont à rechercher dans les différentes composantes du système chantier à savoir :

- Le milieu ou l'environnement ;
- Les matériaux et produits ;
- Le matériel (machines - outils - équipements) ;
- Les modes opératoires ;
- La main-d'œuvre.

À chaque fois, on mettra en œuvre les principes généraux de prévention suivants par ordre décroissant d'efficacité :

- Suppression du risque ;
- Réduction le risque ;
- Protections collectives ;
- Protections individuelles ;
- Instructions appropriées.

C'est à ce stade que la sécurité de l'ouvrier à son poste de travail est déterminée. Cette étape est donc essentielle pour lutter efficacement contre les accidents du travail.

Il est conseillé de mener cette analyse en collaboration avec le chef de chantier concerné, lorsque cela est possible.

Cette analyse se fait sous forme de fiches remises après discussion, au (x) chef(s) d'équipe pour application.

On y adjointra chaque fois que possible des croquis, plans ou schémas pour en faciliter la lecture et la compréhension.

Élaborées parallèlement aux méthodes, elles seront l'objet d'avenants au PPSPS.

4.5.3.1 Risques généraux et prévention

Mesures de sécurité collective :

Situations à risques	Prévention - Protection
<p><i>Exemples :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Désordre • Trémies sur planchers • Aciers en attente • Levage des fardeaux • Travail sur échelle • Stabilisation banches • ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Benne à déblai sur chaque zone • Délimitation des stockages de matériaux • Treillis soudé + planche clouée • Tous les aciers sont prévus crossés • Élingues cravates pour le levage des aciers • Utilisation de PIR en alu • Banches équipées de compas

Équipements de protection individuelle (EPI) :

Risques / nuisances	Protection individuelle
<ul style="list-style-type: none"> • Plaie - heurt - salissures • Chute d'objet - heurt • Projection d'éclats • Clous - chute d'objet • Manutention manuelle • Bruit • Poussières 	<p>Vêtement de travail obligatoire</p> <p>Casque obligatoire</p> <p>Lunettes</p> <p>Chaussures de sécurité obligatoire</p> <p>Gants</p> <p>Coquilles ou bouchons anti-bruit</p> <p>Masque de type P1 minimum</p>

4.5.3.2 Liste des tâches élémentaires

- Répartition en tâches standards et en tâches spécifiques.
- Planning d'élaboration des fiches de tâches correspondantes.
- Modèles de fiches utilisées selon le cas pour l'analyse des risques.

5. Annexes

Code	Libellé	Date
	<ul style="list-style-type: none"> • • • • • 	

ANNEXE 4

Fiche de livraisons des matériaux.

LIVRAISONS SUR CHANTIERS EN SECURITE

Objectif : Eviter les risques d'accidents lors d'opérations de déchargement ou chargement

Date : _____ N° _____ Agence : _____
Emise par : _____
Nom du client : _____ Nom du chantier ou de la personne à livrer : _____
N° Tél. : _____ Adresse complète : _____

Point de repérage : _____ Plan d'accès joint : _____

Réf. N° plan : _____
Nom de la personne réceptionnant la livraison et N° de téléphone : _____ Nom : _____
Tél. : _____

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Accessibilité : Largeur (mini 3,0 m) : _____ Hauteur de passage : _____
(Attention au déploiement des vérins hydraulique)
Etat du sol : Résistant ☐ Oui ☐ Non Stable ☐ Oui ☐ Non à nos camions
Possibilité de manœuvre (faire ½ tour, etc...) : _____
Limitation hauteur et tonnage : _____

Contraintes de chantier Lignes aériennes (électrique – téléphone ...) : _____
Trottoir : _____
Canalisations et regards : _____
Difficultés de stationnement : _____
Réserver et protéger l'aire de déchargement : _____
Autres : _____

Interdiction locale Contraintes horaires et locales : _____
Autorisations nécessaires à la charge du client : _____

Divers à signaler : _____

ATTENTION ! POIDS DU CAMION DE 26 t A 32 t

TYPE DE DECHARGEMENT Type de grue hauteur : _____ Manutention : ☐ Transpalette : ☐
Hauteur déchargement et distance de stationnement du camion : _____ Benne : ☐
Elévateur client ou grue de chantier : ☐ Oui ☐ Non Autres : _____
Retour marchandises – Palettes : _____

DATE ET HORAIRE DE LIVRAISON SOUHAITES : _____

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Respect de la charge maximale des véhicules : arrimage et verrouillage des chargements
Avant déchargement, veillez au déploiement correct des vérins hydrauliques avec calage au sol si besoin.
Port des équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité, gants, casque de chantier, gilet réfléchissant etc...)
Le personnel du Négociant n'est pas compétent dans l'acte de construire, et ne peut en aucun cas y participer.
La dépose de palettes de marchandises sur balcons ou terrasses est formellement interdite, seule une desserte à matériaux est permise (surcharge de l'ouvrage).
Le personnel du Négociant (ou du transporteur sous traitant) a été informé des consignes de sécurité à respecter sur les chantiers.

CONFIRMATION SOUHAITEE : ☐ Oui ☐ Non Signature du client : _____
Quand : _____

ANNEXE 5

Fiches de renseignements.

CEDEC SARL
BP 102
97 224 DUCOS

REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

FICHE DE RENSEIGNEMENT SUR LES EFFECTIFS PREVISIBLES

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CHANTIER :

Coordonnateur sécurité :

Francesco VILLANOVA

INTITULE DU LOT : LOT N° :

ENTREPRISE:.....☎ :.....

Fax.....

ADRESSE :

TITULAIRE DU MARCHE OU LOT :

Date d'intervention :

Durée prévue des travaux :

Semaine ou mois (1)																	
Effectif prévisible																	

Date de remise du plan Particulier Sécurité/Protection Santé (PPSPS) (2) :

Principaux risques pendant l'intervention de vos opérateurs :

Noms des Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

-
-
-
-
-

Date :

Signature :

(1) rayer la mention inutile

(2) au plus tard 30 jours avant démarrage de vos travaux

CEDEC SARL
BP 102
97 224 DUCOS

REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

FICHE DE RENSEIGNEMENT SUR LA SOUS-TRAITANCE

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CHANTIER :

Coordonnateur sécurité : **Francesco VILLANOVA**

INTITULE DU LOT LOT N° :

ENTREPRISE :

SOUS-TRAITANTS

OUI

NON

Si oui :

Entreprise :

Adresse :

Travaux à exécuter :

.....

.....

.....

.....

Nom et qualité du signataire :

certifie avoir été destinataire et avoir pris connaissance du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé qui m'a été transmis par le titulaire du marché du lot référencé ainsi que son PPSPS.

Le :

Signature et timbre de l'Entreprise

(1) établir une fiche par sous-traitant

(2) Signature authentique / pas de photocopie

CEDEC SARL
BP 102
97 224 DUCOS

REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

FICHE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CHANTIER :

Coordonnateur sécurité : **Francesco VILLANOVA**

Date de signature du marché :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE RESPECT DE LA REGLEMENTATION
CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN
(défini dans le code du travail à l'article L 234.10 en application de l'art. R 234-7 3° alinéa du code du travail)

Je soussigné M., agissant en qualité de

pour le compte de :

Certifie sur l'honneur et sous peine de résiliation immédiate du marché, que l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés sera réalisée avec des salariés, employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du code du travail.

Fait à le

Signature :

CEDEC SARL
BP 102
97 224 DUCOS

REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

FICHE ORGANIGRAMME ENTREPRISE

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CHANTIER :

Coordonnateur sécurité : **Francesco VILLANOVA**

Intitulé du lot : LOT N° :

Coordonnées exactes de l'entreprise :

Titulaire du marché ou lot :

Liste des Interlocuteurs :

- ☐ Chef d'Entreprise : Tél :
☐ Directeur des travaux :
☐ Conducteur des travaux : Tél :
☐ Chef de chantier : Tél :
☐ Chargé de sécurité de l'entreprise :
☐ Représentant du CHSCT ou DP : Tél : Fax :
☐ Représentant patronal au CISSCT (1) : non requis chantier de niveau II
☐ Représentant salarial au CISSCT (2) : non requis chantier de niveau II

Pièces à joindre impérativement à ce document :

(1) Délégation de Pouvoir

(2) Attestation de désignation par le CHSCT ou DP

CEDEC SARL
BP 102
97 224 DUCOS

REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

AFFICHAGE CHANTIER OBLIGATOIRE

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CHANTIER :

Coordonnateur sécurité : **Francesco VILLANOVA**

ENTREPRISE OU LYCEE:

Intitulé du lot : N° du lot :

TITULAIRE DU MARCHE OU LOT :

LISTE DES SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL PRESENTS SUR LE CHANTIER

Noms - Prénoms	Entreprises	Date de formation	Dernière date de recyclage	Prochaine date de recyclage

**Documents à tenir à jour par
CHAQUE RESPONSABLE SECURITE D'ENTREPRISE**

*Nota : toute mise à jour doit être transmise au Coordonnateur Sécurité Santé
Le port du macaron SST est obligatoire.*

CEDEC SARL
BP 102
97 224 DUCOS

REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

FICHE DE SUIVI DES SOINS N°

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CHANTIER :

Coordonnateur sécurité : **Francesco VILLANOVA**

Coordonnées exactes de l'entreprise concernée :

Intitulé du lot : Lot n° :

NOM du blessé : Prénom :

Date de l'accident : Heure de l'accident :

Lieu de l'accident :

Circonstances de l'accident :

.....

.....

.....

Nature et siège de la blessure :

NOM du secouriste : Prénom :

Entreprise :

Soins prodigués :

.....

Produits utilisés :

SIGNATURE DU BLESSE

SIGNATURE DU SECOURISTE

N.B. : La copie de cette fiche doit être transmise au responsable de la sécurité et au Coordonnateur Sécurité Santé dans les 24 heures.

ANNEXE 6

Règlement du CI SSCT.

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE

Un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CI SSCT) est constitué conformément à l'article L.235.11 (ancienne numérotation) du Code du travail.

Il cessera ses activités sur sa décision, en accord avec le Maître d'Ouvrage, et au plus tard à la réception des travaux.

Article 2 - MISSIONS

Les missions du collège, définies par l'article L.235.13 (ancienne numérotation) du Code du travail, seront les suivantes:

- Enregistrer les mises à jour du Plan Général de Coordination défini par l'article L.235.6 du Code du travail en fonction de l'avancement des travaux.
- Contribuer à la coordination des mesures prises ou à prendre pour assurer le respect des règles de sécurité et santé, eu égard à l'ordonnancement prévisible des tâches.
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du collège.
- Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les CHSCT ou les délégués du personnel des entreprises.
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.

En outre, le collège devra assurer des missions complémentaires, telles que:

- La gestion des installations communes en rapport avec la sécurité et la santé locaux du CI SSCT, infirmerie commune aux entreprises, etc.
- La police de circulation du chantier : respect de la vitesse de circulation, des règles de croisement, etc.
- La vérification de l'état de la signalisation des déviations de voirie,

L'intervention du collège ne saurait modifier:

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du Code du travail.
- Les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au Maître d'Ouvrage.
- Les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Article 3 - COMPOSITION

Le collège comprend:

des membres ayant voix délibératives:

- le coordonnateur en phase réalisation qui en assure la présidence
- les Maîtres d'Ouvre intervenant sur le chantier ou leurs représentants habilités
- les représentants habilités des différentes entreprises intervenant sur le chantier, à savoir:
- le chef de chacune des entreprise intervenant sur le chantier¹ ou son représentant habilité
- le représentant du personnel de chacune des entreprises intervenant sur le chantier

des membres ayant les voix à titre consultatifs :

- le ou les agents de sécurité du collège, s'ils sont requis
- le Maître d'Ouvrage ou son représentant

Peuvent participer à titre consultatif:

- l'inspecteur du travail ou son représentant
- le secrétaire général du comité régional de l'OPPBTP ou son représentant

- l'ingénieur en chef du service prévention de la CGSS ou son représentant
- le ou les médecins du travail du chantier
- un des représentants des collectivités locales.

Le collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Article 4 - ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT

Le président:

- 1 / Convoque les membres du collège et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
 - 2 / Arrête l'ordre du jour des réunions.
 - 3 / Porte à l'ordre du jour les questions des membres du collège relevant de la compétence du CI SSCT.
 - 4 / Préside les réunions, avec voix prépondérante, ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-dessous.
 - 5 / Rédige les procès-verbaux et les joint aux convocations de la réunion suivante.
 - 6 / Consigne les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le collège et les conserve pendant 5 ans.
 - 7 / Le représente à l'égard des tiers et a autorité sur le personnel mis à la disposition du collège, visé à l'article 13 ci-dessous.
 - 8 / S'assure de l'application des mesures adoptées par le collège.
- Il peut déléguer les attributions prévues à l'alinéa 8 du présent article, notamment à l'agent de sécurité

Article 5 - ADOPTION DES DECISIONS

Les décisions du collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.
En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

Article 6 - CONVOCATION AUX REUNIONS

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, deux semaines avant la réunion, à tous les membres du collège et aux participants, sauf urgence.
L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Article 7 - REUNION CONSTITUTIVE

Le président convoque les membres du collège et les participants à une réunion constitutive.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement:

- 1 / L'adoption du règlement du collège.
- 2 / La présentation du ou des agents de sécurité s'ils sont requis.
- 3 / L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière d'hygiène et de sécurité.
- 4 / La présentation de la procédure de mise à jour du PGC et la mise en route de l'harmonisation des PPSPS des entreprises et la fixation des dates ultérieures auxquelles le collège examinera le processus de cette harmonisation.
- 5 / La fixation des délais auxquelles les entreprises devront avoir envoyé leur PPSPS au président, avec le nombre d'exemplaires nécessaires et les entreprises destinataires.

Article 8 - HARMONISATION DES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Article 8.1 - Harmonisation initiale

Le président réalise une étude des PPSPS faisant ressortir les points sur lesquels une harmonisation est nécessaire.

Cette étude est présentée lors de la première réunion du CI SSCT si le président a reçu en temps utile tous les PPSPS des entreprises. Sinon, elle est présentée au cours d'une réunion ultérieure, dont la date est fixée

lors de cette réunion.

Il est fait par au collège des propositions de modification de nature à régler les problèmes de superposition des PPSPS de double emploi éventuel des dispositifs et installations de sécurité et santé, et de coordination des mesures prévues en matière de sécurité et santé

A partir de cette étude préalable, le collège arrête les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter aux PPSPS. Il doit se prononcer sur la nécessité de mettre à jour un plan général de coordination du chantier.

Article 8.2 - Harmonisation des PPSPS des entreprises nouvellement intervenantes

A l'initiative du président, le collège examine le PPSPS de chacune des entreprises nouvellement intervenantes et arrête, après étude préalable, les modifications qu'il juge nécessaire d'y apporter, conformément à l'article 9.1 ci-dessus.

Article 8.3 - Harmonisation en cours d'exécution

Lorsqu'un besoin d'harmonisation complémentaire se révèle en cours d'exécution des travaux, le collège examine, arrête, selon la même procédure, les modifications qu'il apparait nécessaire d'apporter aux PPSPS déjà établis.

Article 9 - REUNIONS PLENIERES

Article 9.1 - Première réunion suivant l'ouverture du chantier

Le président convoque les membres du collège et les participants à la réunion qui doit avoir lieu dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

Les entreprises doivent désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à cette réunion.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CI SSCT doivent, au plus tard au cours de cette réunion, aviser le président du collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le président du collège leur donne acte de cet avis.

Article 9.2 - Périodicité des réunions

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10.1 ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité de 3 mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé.

Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

Le président peut provoquer la réunion du collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est réunie:

- 1 A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative
- 2 A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés
- 3 A la suite de tout accident ou incident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves
- 4 Dans le cas de règlement de difficulté prévu à l'article 14.

Article 9.3 - Objet

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Outre les points prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus, elles comprennent notamment:

- L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion.
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion.
- La lecture et l'examen du rapport, éventuellement réalisés à la demande du président, relatif à la période qui s'est écoulée depuis la dernière réunion.
- les suggestions et observations formulées par le CI SSCT.
- L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au président du collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec ou sans arrêt. Elle doit lui faire parvenir pour le 15 de chaque mois, le nombre d'heures/ouvriers effectuées le mois précédent.

En outre, dans un esprit de prévention des accidents, chaque entreprise est tenue d'adresser au secrétariat

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé Dernière mise à jour le 31/01/2018.	CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT DE France MARTINIQUE - 972.	MINISTERE DE L'INTERIEUR Page 106 sur 108
--	--	---

du collège, dans les 48 heures, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur des personnels du chantier. Ces notes comprendront les informations suivantes:

- la description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,
- le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la médecine du travail des intéressés,
- Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- tout fait de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.

Ces documents seront consignés dans le registre journal tenu par le président du collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues à l'article 14.

Les délibérations du collège sont consignées, dans les procès-verbaux établis par le président et transmis par lui à tous les membres du collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Article 10 - REUNIONS RESTREINTES

Des réunions restreintes peuvent être organisées à la demande du président ou de membres du collège, pour résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du collège, ne concernent qu'un nombre réduit d'entreprises.

Les comptes rendus de ces réunions sont communiqués, pour information, à la réunion plénière suivante du collège.

Article 11 - APPLICATION DES DECISIONS

Les décisions du collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Article 12- RESSOURCES

Les dépenses de fonctionnement du collège ainsi que celles résultant de l'exécution des décisions prises en son sein sont supportées par l'ensemble des entreprises au prorata des montants initiaux des marchés.

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant les dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du collège.

Les dépenses de fonctionnement du Collège sont supportées par l'entreprise générale pour les frais relatifs à la mise à disposition des installations prévues contractuellement (bureau attenant à la salle de réunion avec plan de travail et une ligne téléphonique).

Article 13 - GESTION

Le Maître d'Ouvrage remplit le rôle d'entité support du collège et à ce titre:

- Met à la disposition du coordonnateur les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.
- Arrête les dépenses engagées pour le fonctionnement du collège et l'exécution de ces décisions au compte prorata.

Article 14 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES

Tout différend entre une entreprise et l'entreprise support fera l'objet d'une tentative de conciliation par le collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du collège à propos des mesures décidées par le collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis au représentant du Maître d'Ouvrage